

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTAT ACTUEL
DE LA
RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE
DU TRAVAIL

PAR

Louis de SAINT-ALBIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 14 Décembre 1907

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { MM. GIDE, professeur
TRUCHY, professeur

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553005_0020

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTAT ACTUEL
DE LA
RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE
DU TRAVAIL

PAR

Louis de SAINT-ALBIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 14 Décembre 1907

Président : M. JAY, professeur

*Suffragants { MM. GIDE, professeur
TRUCHY, professeur*



PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

EXPOSÉ DU SUJET

Avant d'aborder l'étude des faits positifs — congrès, conférences officielles, conventions et traités — qui constituent à l'heure actuelle l'histoire et le domaine de la réglementation internationale, plusieurs questions se posent à l'esprit.

Tout d'abord quelle est l'utilité d'une réglementation internationale du travail? Cette réglementation est-elle possible? Enfin où l'idée en a-t-elle pris naissance et comment s'est-elle développée?

Malgré l'intérêt que présentent ces questions, nous ne ferons que les effleurer; on les retrouvera disséminées dans les discussions des Congrès de législation internationale ouvrière. Quelle contribution personnelle pourrions-nous d'ailleurs y apporter? elles ont été fouillées jusqu'au tréfonds par des hommes éminents et déjà depuis une dizaine d'années deux de nos devanciers les ont étudiées bien mieux que nous ne

le saurions faire nous-même (1). Elles sont maintenant dans le domaine public.

Et puis, des faits positifs ne sont-ils pas venus prouver, mieux que toutes les théories, la *possibilité* des ententes internationales pour la réglementation du travail. Et comment douter de leur *utilité* maintenant que quelques esprits généreux, après des efforts longtemps stériles, sont arrivés, par la seule force de persuasion, à gagner les majorités parlementaires des principaux Etats européens et à mettre en mouvement les lourdes machines gouvernementales ?

Car c'est un des points les plus intéressants à constater dans la genèse de la réglementation internationale du travail que l'honneur en revient, pour une très grande part, à l'initiative privée. Des hommes ont lutté isolés pendant longtemps avant de pouvoir entraîner à leur suite les milieux ouvriers et les parlements. C'étaient d'abord des philanthropes, des industriels, des économistes. Plus tard, ce furent des orateurs politiques venus des partis les plus opposés, enjambant les clans politiques pour se joindre, abolissant les préjugés de castes, combattant pour une chimère, sapant les séculaires forteresses du « laissez-faire », ne se laissant

(1) Tabacovici, « De la législation internationale du travail » ; *Thèse*, Paris, 1896.

L. Combe, « De la législation internationale du travail » ; *Thèse*, Paris, 1897.

désarçonner ni par les haines de races, ni par les intérêts en jeu, ni par l'inertie des pouvoirs publics.

Cette lutte prolongée, nous devons nous contenter d'en tracer les étapes les plus marquantes. Cela constituera la *genèse* de notre sujet que nous ferons précéder d'un rapide exposé sur *le but de la législation internationale du travail*. Puis, nous aborderons la partie capitale de notre étude : les *faits* qui découlèrent des conceptions et des efforts de ces audacieux initiateurs.

ÉTAT ACTUEL

DE LA

RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE

DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

BUT DE LA RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Les répercussions lamentables qu'eût sur la classe laborieuse le rapide développement du machinisme au ^{xix}^e siècle, rendirent nécessaires, dans tous les pays industriels, la création de lois ouvrières (1).

Le principe de la liberté individuelle économique, la théorie classique du *laissez-faire* retarda longtemps — en France surtout — l'intervention de l'Etat dans le contrat de travail. Pourtant le *tête à tête* entre patron et ouvrier

(1) Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* ; Paris, 1840.

R. Jay, *La protection légale des travailleurs*, Paris, 1904.

suppose en présence deux volontés égales, libres et capables. Or, la capacité fait notablement défaut à la femme et à l'enfant. Même dans le contrat de l'ouvrier adulte, la liberté, l'égalité sont des illusions d'optique en face du règlement d'atelier indiscutable et de la tour d'ivoire où s'enferme l'inaccessible patron.

Le syndicat lui-même sera impuissant à défendre ses membres, car au syndicat d'ouvriers, s'opposera le syndicat de patrons, combien plus puissant !

D'ailleurs, l'action syndicale ne s'exerce guère que par la lutte, une lutte aveugle où s'épuisent à la fois les forces capitalistes et les forces ouvrières trop souvent sans nul profit pour les unes ni pour les autres. Et puis, l'existence même du syndicat présuppose chez les ouvriers des loisirs, des ressources, un certain degré de bien-être ; dans les milieux où sévit le *sweating-system*, le régime de la sueur, les ouvriers ne peuvent arriver à se grouper.

Sur le terrain des principes, qui donc oserait soutenir jusqu'au bout la théorie du *laissez-faire* en matière économique ou sociale ? Il y a des éléments sociaux de la lutte économique que l'Etat se doit à lui-même de soustraire à la concurrence : les conditions de moralité, d'hygiène et de sécurité, par exemple — et l'intervention de l'Etat est ici d'autant plus nécessaire que l'ouvrier ignore souvent son propre intérêt.

« L'Etat fait son devoir, disait L. Blanc, lorsqu'il intervient pour que la culture de l'âme et de l'esprit, cette première condition de la liberté, devienne possible à tous les degrés de l'échelle sociale, lorsqu'il défend à l'enfant du pauvre un travail qui abaisse son intelligence, dégrade son corps et, faisant de lui le valet d'une machine, ne lui laisse le droit illusoire d'être libre qu'en lui enlevant le pouvoir de le devenir (1). »

Qui donc aujourd'hui oserait signer ces lignes d'Herbert Spencer dans sa défense de l'individualisme : « La pauvreté des incapables, la détresse des imprudents, l'élimination des paresseux et cette poussée des forts qui met de côté les faibles et qui en réduit un si grand nombre à la misère, sont les résultats nécessaires d'une loi générale, éclairée et bienfaisante ? » (2).

Des sentiments de solidarité humaine se sont élevés contre les prétendues *lois naturelles* inéluctables et, sans craindre de fausser les bases de la production, ils ont fait intervenir parmi les facteurs économiques un idéal de justice et de pitié. Cet idéal tendant à se réaliser est devenu l'une des forces les plus puissantes,

(1) Eugène Talon, *Législation sur le travail des enfants dans les manufactures*, Paris, 1875, p. 80.

(2) Herbert Spencer, *L'individu contre l'Etat*, Paris, 1888, p. 69.

Voyez aussi la réfutation de cet ouvrage à la suite du *Socialisme contemporain* d'Emile de Laveley, Paris, 1890, pages 375-413.

l'une des préoccupations les plus graves du monde moderne (1).

Depuis son origine la législation ouvrière n'a cessé de se développer. Mais partout et dès ses débuts, elle s'est heurtée à une nouvelle objection : celle de la concurrence internationale. « Prenez garde, dit-on, si les heures de travail sont limitées, la production diminuera ; si la production diminue, la concurrence avec l'étranger sera plus difficile à soutenir et, les salaires s'abaissant, la condition de l'ouvrier au lieu d'être améliorée risquera d'être empirée (2). » Il y aurait fort à dire contre cet argument car, en fait, les pays qui sont allés le plus loin dans la voie de la réglementation du travail comme l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse, n'ont pas vu leur production diminuer, au contraire. On sait d'ailleurs aujourd'hui qu'il y a une certaine élasticité dans la force productive du travail qui fait que l'amélioration du sort de l'ouvrier augmente sa capacité de travail (3). Mais ceci admis, il reste encore à savoir si l'on n'a pas atteint la limite de cette élasticité — car il

(1) *Les Systèmes socialistes et l'évolution économique*, par Maurice Bourguin, Paris, 1904, pages 350-355 (Le sens de l'évolution et la politique sociale).

(2) L. Blanc, dans la discussion de la loi de 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures (Législation sur, etc... Eugène Talon), Paris, 1875, p. 88.

(3) Congrès international pour la protection des travailleurs en 1900. Discours d'ouverture de M. Cauwès.

est bien certain, par exemple, qu'on ne peut réduire indéfiniment le temps de travail sans nuire à la production (1). L'objection de la concurrence internationale renaît alors et il faut la détruire pour pouvoir réaliser de nouvelles mesures de protection ouvrière.

Si les différentes nations s'accordaient sur des mesures à prendre en commun, rien ne légitimerait plus la crainte de nuire à l'industrie nationale dans sa concurrence avec l'étranger. C'est ce qu'ont pensé les partisans de la réglementation internationale, c'est le but qu'ils ont poursuivi.

On leur a opposé la difficulté, l'impossibilité d'appliquer des règles identiques à des peuples différant par le climat, par la race, par les mœurs, par les traditions. Ainsi, a-t-on dit, pour l'âge d'admission dans les fabriques, il faudra tenir compte de la précocité de l'enfant ; pour la détermination de la durée du travail journalier, le facteur principal devra être le degré d'activité de l'ouvrier si variable d'un pays à l'autre (2).

(1) Sur la « journée limite », voyez Conférence de 1900 le rapport de M. E. Rivière.

Voir aussi Drancourt, « Note sur l'influence de la durée du travail journalier » (*Bulletin de l'inspection du travail*, 1906).

Contrà, « Résultat de la journée de 8 heures dans les établissements industriels de l'Etat » (*Bulletin de l'Offic. du travail*), janvier 1907, pages 29-35.

(2) E. Cheysson, *L'internationalisme dans les questions sociales*

Nous répondons qu'il y a un âge où, dans aucun pays, l'enfant ne devrait travailler dans l'industrie ; qu'il y a une durée que la journée de travail ne devrait jamais dépasser. En un mot, il est un minimum de réformes auquel tous les peuples peuvent et doivent se rallier.

Il ne s'agit plus, d'ailleurs, depuis longtemps, de réaliser la conception « chimérique » (1) de législations uniformes et identiques, mais d'arriver à une équivalence relative par une série d'accords diplomatiques qui permettent de tenir compte des différences de peuple à peuple et de climat à climat.

Mais ces accords, comment les fera-t-on respecter, quelle sera leur sanction ? Il a fallu, devant les difficultés pratiques, renoncer à la création d'une inspection internationale que Bismark considérait comme la condition *sine qua non* de toute réglementation internationale. Mais on a imaginé de lier les conventions ouvrières à des traités de commerce. Nous accordons des avantages commerciaux à un pays étranger qui prend en revanche l'engagement de réaliser certaines réformes ouvrières. Si les réformes promises ne sont pas exécutées dans le délai prescrit, nous dénoncerons le traité de commerce. Et même on peut obtenir la récipro-

(extrait de la *Réforme sociale*, 1^{er} et 16 octobre 1894), Paris, 1891, p. 28 et 29.

(1) P. Leroy-Beaulieu, *l'Economiste français*, du 30 juin 1906.

cité sur le terrain purement social. Nous accorderons à l'ouvrier étranger les mêmes avantages qu'à l'ouvrier français, mais à condition que le pays étranger opère telle réforme dans sa législation ouvrière.

Après ces traités entre deux Etats, on n'a pas renoncé à obtenir sur certains points des accords généraux ; mais on a résolu de sérier les questions et de s'attaquer d'abord à celles qui présenteraient des caractères d'urgence et de facilité éminents. Ainsi, deux conventions générales ont paru possibles sur deux points déterminés : l'emploi du phosphore blanc et le travail de nuit des femmes. Là même où elles échouent, ces tentatives d'ententes ont pour résultat d'élargir le domaine de l'intervention nationale par la publicité donnée aux questions et, malgré leur échec, elles portent fruit.

Le développement des moyens de communication, la facilité des échanges ont fait de plus en plus sentir la nécessité de régler par voie internationale toutes sortes de questions : extraditions, postes, câbles sous-marins, pêche en haute mer... et tout récemment la télégraphie sans fil. N'en doutons point, les mêmes raisons profondes sont à la base des accords internationaux de travail. Les rapports industriels entre les peuples sont de plus en plus intimes, de plus en plus fréquents. Les hommes comme les marchandises affluent vers les débouchés, ils n'hé-

sitent plus à s'expatrier vers des salaires meilleurs. En 1901, il y avait en France 1.037.778 étrangers, c'est-à-dire par rapport à la population totale une proportion de 2,66 pour cent (1). On comprend que les questions ouvrières ne restent pas des questions purement nationales, qu'elles éveillent des intérêts au delà des frontières. Cette connexité des intérêts économiques ira croissant, elle « établira sans doute dans le monde l'unité de civilisation que la communauté des croyances religieuses avait su réaliser dans l'Europe du Moyen Age (2) ».

(1) B. Raynaud, *Le droit international ouvrier*, Paris, 1906, p. 3, 40, 42, 58.

(2) Bourguin, *Le socialisme et l'évolution des doctrines économiques*, Paris, 1904, p. 351.

CHAPITRE II

GENÈSE DE LA RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

§ 1. — *Les origines* (1).

La première idée d'une réglementation internationale du travail remonte à Robert Owen. En 1818, il adresse au Congrès d'Aix-la-Chapelle une pétition en faveur d'une limitation légale et internationale de la journée de travail.

Daniel Legrand (2), industriel français de Steinthal (Alsace), joua un rôle considérable dans la diffusion de l'idée lancée par Robert Owen. En 1844, lors de la discussion de notre première loi sur le travail des enfants, il adresse au premier ministre et à la Chambre des pairs un mémoire réclamant une législation interna-

(1) L. Combe, *Thèse citée*, p. 45 à 56. Dr G. Adler, *Der internationale Schutz der Arbeiter, Annalen des Deutschen Reichs für Gesetzgebung, Verwaltung und Statistik*.

(2) Béchaux, *Les revendications ouvrières en France*, Paris, 1894, p. 63.

tionale pour la protection des travailleurs. Pendant vingt ans il guetta les occasions favorables pour plaider la même cause auprès des divers gouvernements européens.

Une place d'honneur doit être faite à la Suisse dans ces brèves annales. Dès 1855, le canton de Glaris invoque la nécessité de créer une législation internationale, bien que « pour le moment cette idée rentre dans la catégorie des vains désirs. »

La fameuse *Association internationale des travailleurs* ne pouvait manquer d'être favorable à un tel projet. Lors de son premier congrès, à Genève, en 1866, elle l'accueille immédiatement à l'unanimité. Depuis lors, la législation internationale du travail figure au programme de tous les congrès ouvriers (1).

Des hommes éminents étaient déjà gagnés à la cause : Bluntschli, Wolowski, une grande partie des socialistes de la Chaire, etc.

En Suisse, le 5 juin 1876, le colonel Frey, à l'ouverture du conseil national à Berne, s'écriait : « S'il est vrai que la production des divers Etats diffère beaucoup, cependant ces divergences ne sont pas assez considérables pour rendre inexécutable le projet d'une uniformité relative dans les questions ouvrières, projet qui n'ex-

(1) V. article de Elster dans le *Handwörterbuch* de Conrad, au mot : *Fabrikgesetzgebung*.

cluerait d'ailleurs pas une certaine marge permettant de tenir compte des éléments disséminables (1). »

Le 30 avril 1881, le Conseil national adopte sans opposition une motion du colonel Frey invitant le gouvernement fédéral à « entrer en négociations avec les principaux Etats industriels, lorsque le moment lui paraîtra favorable, dans le but de provoquer la création d'une législation internationale sur les fabriques ».

Le gouvernement fédéral chargea d'abord ses représentants auprès des différents gouvernements de sonder les intentions de ceux-ci (2). Ces avances n'eurent aucun succès auprès des Etats : La France objecta le principe de la liberté du travail, l'Allemagne l'inopportunité de la question, quant à la Belgique, elle ne répondit pas.

Le 25 juin 1884, M. de Mun porte pour la première fois la question à la tribune de la Chambre : « il y a là, dit-il, une mission capable de tenter la France, d'enflammer son cœur et son génie ».

La même année, une proposition de M. Vaillant au Conseil Municipal invite le gouvernement à entamer des négociations.

(1) V. Combe, *Thèse*, p. 23 et suiv.

(2) Sur le rôle de la Suisse : *Handwörter buch der Schweizerischen Volkswirtschaft, Socialpolitik und Verwaltung*, par le Dr Reisberg, tome I, *Arbeiterschutz* (Berne, 1901).

En 1885, la Chambre reçoit une proposition de MM. Camélinat, Boyer, Clovis Hugues, etc., invitant le gouvernement à prendre, de concert avec la Suisse, l'initiative de négociations avec les gouvernements étrangers pour la création d'une législation internationale du travail et d'un bureau international de statistique et de contrôle.

La même année, au Reichstag, les socialistes allemands déposent une proposition semblable repoussée catégoriquement par le prince de Bismark.

A la suite d'une décision du Congrès international socialiste tenu à Paris pendant l'exposition de 1889, des propositions furent déposées, devant les parlements des différents pays, par les députés socialistes.

Cependant la Suisse, après son échec de 1881, ne s'était pas découragée. L'assemblée générale des ouvriers suisses avait d'ailleurs engagé le gouvernement fédéral à poursuivre les négociations.

Le 23 mars 1887, au Conseil national, MM. Decurtins et Favon, le premier membre influent du parti catholique social, l'autre l'un des chefs du parti radical genevois, déposent une proposition. Le 28 juin 1888, la proposition était adoptée à l'unanimité; elle portait sur la réglementation par voie internationale des points suivants :

1° Protection du travail des mineurs.

2° Limitation du travail des femmes.

3° Repos hebdomadaire.

4° Journée normale de travail.

Le Conseil fédéral invitait donc les gouvernements à se réunir à Berne en septembre 1889.

L'Autriche accepta sans restriction. L'Angleterre accepta également, mais en repoussant la réglementation du travail des adultes qui, selon Lord Salisbury, ressortit « au charlatanisme socialiste ». L'Italie adhéra « sous réserve de la plus ample liberté en ce qui concerne son accueil aux vœux qui seraient formulés ».

L'adhésion de la France, des Pays-Bas, de la Belgique, du Portugal, du Luxembourg, était acquise. Seule, la Russie avait répondu par un refus en alléguant l'inopportunité de la question et la diversité des conditions du travail sur les différents points de son territoire.

Afin de ne pas écarter certains gouvernements dont on attendait la réponse, le programme fut légèrement modifié. On ne mettra pas en question la journée normale de l'homme adulte, en revanche, le mode d'exécution des conventions sera étudié. Il est entendu d'ailleurs que les conclusions des délégués des Etats n'auront aucun caractère diplomatique ; ce seront de simples propositions ne liant personne ; des conventions postérieures viendront s'il y a lieu leur donner force exécutoire.

L'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, la
Saint-Albin

Suède et la Norvège n'avaient pas encore répondu.

§ 2. — *La Conférence officielle de Berlin.*

La date de la conférence organisée par la Suisse avait été fixée définitivement au 5 mai 1890.

Brusquement, coup de théâtre ! Le jeune empereur Guillaume, manifestant déjà ce goût pour les gestes inattendus dont sa politique a donné de récents exemples et secouant la tutelle de Bismark, lance deux rescrits. Par le premier, il convoquait les puissances étrangères à une conférence pour le 1^{er} mars à Berlin. Le second rescrit, adressé au ministre du Commerce et de l'Industrie, était un commentaire du premier (1) : « Dans la conviction où je suis, disait l'empereur, que d'autres gouvernements sont animés du désir de soumettre à un examen commun ces questions sur lesquelles les ouvriers ont déjà ouvert des négociations internationales, je désire que, tout d'abord, nos représentants auprès de la France, de l'Angleterre, de la Belgique, de la Suisse, demandent officiellement aux gouvernements de ces pays s'ils seraient disposés à entrer en pourparlers

(1) Le texte des 2 rescrits du 5 février 1890 est donné par Combe, *Thèse*, p. 35 à 38.

avec nous sur la possibilité de donner satisfaction aux besoins et aux vœux des ouvriers qui se sont manifestés par des grèves ou autrement ».

Au mois de février 1890, les puissances se trouvaient donc en présence de deux invitations, l'une pour mars à Berlin, l'autre pour mai à Berne.

La Suisse, avec beaucoup de bonne grâce et d'abnégation, « préoccupée avant tout de la réussite de l'œuvre » (1), passa la main à l'empereur d'Allemagne qui déclara d'ailleurs n'avoir pas connu, lors de ses rescrits, l'invitation du gouvernement fédéral.

Sur la demande de la France et de l'Angleterre, on écarte toute discussion sur la limitation de la journée de travail de l'adulte et le programme définitif des délibérations porte sur les points suivants :

- 1° Travail dans les mines ;
- 2° Repos du dimanche ;
- 3° Travail des enfants ;
- 4° Travail des jeunes ouvriers ;
- 5° Travail des femmes ;
- 6° Mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence.

La Conférence se tint à Berlin du 15 au 29 mars 1890, sous la présidence du baron de Berlepsch, ministre allemand du Commerce et de l'Indus-

(1) Lettre du 25 février 1890 au gouvernement français.

trie, qui ne cessa jamais depuis lors de se dévouer à la cause de la protection internationale du travail.

Quatorze Etats européens s'étaient fait représenter. La Russie seule s'était abstenue. Le pape Léon XIII, dans une lettre adressée à l'Empereur d'Allemagne, déclare « appuyer hautement toutes les délibérations de la Conférence qui tendront à relever la condition des ouvriers... et, en général, tout ce qui empêchera que l'on exploite le travailleur comme un vil instrument, sans égard pour sa dignité d'homme, pour sa moralité, pour son foyer domestique (1) ».

Nous n'avons pas l'intention d'analyser ici par le menu les délibérations de la Conférence, nous nous contenterons de montrer les attitudes diverses des Etats. Dès le début des séances, les différences de points de vue se manifestèrent et les puissances se répartirent spontanément en 3 groupes assez caractérisés (2) :

A gauche — l'Allemagne et la Suisse poursuivent l'idéal d'une réglementation internationale uniforme :

Au centre — la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, font toutes réserves et se déclarent

(1) Conférence de Berlin, *Rapports et protocole final*, Leipzig, 1890, texte français, p. 33 et 34.

(2) B. Raynaud, *Droit international ouvrier*, Paris, 1906, p. 62 et 63.

plutôt favorables à l'initiative isolée et privée de chaque Etat qu'à un accord général ;

A droite — un groupe d'Etats moins avancés au point de vue de la réglementation se déclare dans l'impossibilité de suivre pour le moment les mesures proposées.

Ces divergences reparurent à plusieurs reprises dans le cours des débats. Ainsi, la Suisse, manifesta ses tendances très avancées en déclarant que, « profondément convaincue de l'importance et de l'opportunité qu'il y aurait à régler internationalement la journée normale de travail, elle n'a renoncé que momentanément et à contre-cœur à proposer que cette question fût traitée (1) ».

Mais ce fut surtout dans la discussion sur les *moyens d'exécution des dispositions adoptées* que les Etats se divisèrent. C'était le point délicat de la Conférence. Elle n'était pas, en effet, « une réunion de plénipotentiaires ayant à conclure un traité ; elle n'était pas non plus un Congrès dont les membres démunis de tout pouvoir s'occupent seulement de l'étude scientifique des questions qui leur sont soumises plutôt que de la solution pratique et immédiate à leur donner (2) ». Elle ne pouvait pas aspirer au premier de ces rôles ; elle ne pouvait pas se contenter du second. L'Angleterre et la France

(1) *Rapports et protocole final*, p. 104.

(2) *Ibid.*, p. 87 et 88, rapport de M. Ellena.

repoussèrent tout ce qui ressemblerait à un engagement positif. Les délégués anglais disaient « qu'une convention internationale sur cette matière ne saurait prendre la place de la législation particulière à chaque pays ». MM. Jules Simon et Tolain, représentants de la France, alléguèrent qu'il leur était interdit « d'adhérer à un vœu qui, directement ou indirectement, paraîtrait donner force exécutoire aux autres vœux formulés par la Conférence » et que « leur gouvernement considère la Conférence exclusivement comme un moyen de faire une enquête sur les conditions du travail dans les Etats et sur les autres vœux de l'opinion à cet égard (1) ».

L'attitude du troisième groupe est nettement caractérisée par les déclarations du délégué de l'Italie à la Commission du travail du dimanche : « On doit remarquer, dit-il, que les Etats ayant une législation à peu près complète pour la protection du travail ne font presque aucune concession en consentant à donner à cette législation un caractère international. Par contre, les Etats qui s'engagent à arrêter de nouvelles mesures pour arriver avec le temps à une protection plus efficace, font des concessions véritables. » Il montre ensuite les obstacles à l'unification de la législation du travail : 1° différence de développement physique et intellec-

(1) *Rapport de M. Ellena.*

tuel dépendant du climat, de la race, etc... ; — 2° principes de droit public différents ; — 3° certains pays n'étant pas représentés à la Conférence pourraient faire une concurrence injuste à des industries de pays soumis à la législation internationale (1).

Les vœux qui sortirent des délibérations de la Conférence ont été exprimés dans une forme aussi atténuée que possible afin de conserver jusqu'au bout l'adhésion d'une majorité parmi les puissances (2).

Vœux de la Conférence

I. — *Règlement du travail dans les mines.*

Il est désirable :

1° a) Que la limite inférieure de l'âge auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains dans les mines, soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à 14 ans révolus.

Toutefois, pour les pays méridionaux cette limite serait celle de 12 ans.

b) Que le travail sous terre soit défendu aux personnes du sexe féminin.

2° Que, dans les cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée du travail soit restreinte.

(1) *Rapports et protocole final*, p. 44.

(2) Protocole final de la Conférence.

Le soin est laissé à chaque pays d'assurer ce résultat par voie législative ou administrative ou par accord entre les exploitants et les ouvriers, ou autrement selon les principes ou la pratique de chaque nation.

3° a) Que la sécurité de l'ouvrier et la salubrité des travaux soient assurées par tous les moyens dont dispose la science et placées sous la surveillance de l'Etat ;

b) Que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation soient exclusivement des hommes d'une expérience et d'une compétence techniques dûment constatées ;

c) Que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation soient le plus directes possible pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels ;

d) Que les institutions de prévoyance et de secours organisées conformément aux mœurs de chaque pays et destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, des invalidités prématurées de la vieillesse et de la mort, institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession, soient de plus en plus développées ;

e) Que dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs s'engagent volontairement, dans tous les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.

II. — *Règlement du travail du dimanche.*

1° Il est désirable, sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays :

a) Qu'un jour de repos par semaine soit assuré aux personnes protégées ;

b) Qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie ;

c) Que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour les personnes protégées ;

d) Que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour tous les ouvriers de l'industrie .

2° Des exceptions sont admissibles :

a) A l'égard des exploitations qui exigent la continuité de la production pour des raisons techniques ou qui fournissent au public des objets de première nécessité, dont la fabrication doit être quotidienne.

b) A l'égard des exploitations qui, par leur nature, ne peuvent fonctionner que dans des saisons déterminées ou qui dépendent de l'action irrégulière des forces naturelles.

Il est désirable que même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier ait un dimanche libre sur deux.

3° Dans le but de déterminer les exceptions à des points de vue similaires, il est désirable que leur réglementation soit établie par suite d'une entente entre les différents gouvernements.

III. — *Règlement du travail des enfants.*

Il est désirable :

1° Que les enfants n'ayant pas atteint un certain âge soient exclus du travail dans les établissements industriels ;

2° Que cette limite soit fixée à 12 ans, sauf pour les pays méridionaux où cette limite serait de dix ans ;

3° Que ces limites d'âge soient les mêmes pour tout établissement industriel et qu'il ne soit établi sous ce rapport aucune différence ;

4° Que les enfants aient préalablement satisfait aux prescriptions concernant l'instruction primaire ;

5° Que les enfants au-dessous de quatorze ans révolus ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche ;

6° Que leur travail effectif ne dépasse pas six heures par jour et soit interrompu par un repos de une demi-heure au moins ;

7° Que les enfants soient exclus des occupations insalubres ou dangereuses ou n'y soient admis que sous certaines conditions protectrices.

IV. — *Règlement du travail des jeunes ouvriers.*

Il est désirable :

1° Que les jeunes ouvriers des deux sexes de 14 à 16 ans ne travaillent ni la nuit ni le dimanche ;

2° Que leur travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par des repos d'une durée totale de une heure et demie au moins ;

3° Que des exceptions soient admises pour certaines industries ;

4° Que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses ;

5° Qu'une protection soit assurée aux jeunes garçons de 16 à 18 ans en ce qui concerne :

a) Une journée maxima de travail.

b) Le travail de nuit.

c) Le travail du dimanche.

d) Leur emploi dans des occupations particulièrement insalubres ou dangereuses.

V. — *Règlement du travail des femmes.*

Il est désirable :

1° a) Que les filles et les femmes de plus de 16 à 21 ans ne travaillent pas la nuit.

b) Que les filles et les femmes de plus de 21 ans ne travaillent pas la nuit.

2° Que le travail effectif ne dépasse pas 11 heures par jour et qu'il soit interrompu par des repos d'une durée totale de 1 heure et demie au moins ;

3° Que des exceptions soient admises pour certaines industries ;

4° Que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses ;

5° Que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement.

VI. — *Mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence.*

1° Pour le cas où les Gouvernements donneraient suite aux travaux de la Conférence, les dispositions suivantes se recommandent :

a) L'exécution des mesures prises dans chaque Etat sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialement qualifiés, nommés par le Gouvernement du pays et indépendants des patrons, aussi bien que des ouvriers.

b) Les rapports annuels de ces fonctionnaires, publiés par les Gouvernements des divers pays, seront communiqués par chacun d'eux aux autres gouvernements.

c) Chacun de ces Etats procédera périodiquement et autant que possible dans une forme semblable à des relevés statistiques, quant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.

d) Les Etats participants échangeront entre eux ces relevés statistiques, ainsi que le texte des prescriptions émises par voie législative ou administrative et se rapportant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.

2° Il est désirable que les délibérations des Etats participants se renouvellent afin que ceux-ci se communiquent réciproquement les observations que les suites données aux délibérations de la présente conférence auront suggérées et afin d'examiner l'opportunité de les modifier et de les compléter.

Les soussignés soumettront ces vœux à leurs Gouvernements respectifs sous les réserves et avec les observations faites dans les séances du 27 et du 28 mars et reproduites dans les procès-verbaux de ces séances.

Quels résultats donna la Conférence de Berlin ? Etait-elle un échec complet ou bien aurait-elle eu un effet utile ?

Des opinions contradictoires ont eu cours à l'époque, bien que la note d'ensemble fût la désillusion ; le recul du temps permet aujourd'hui de juger les choses à leur vrai point de vue.

La conception d'une législation internationale sur l'ensemble des questions ouvrières a sombré à Berlin. Mais cette conception n'était pas essentielle et n'était même pas vraiment en jeu pour les esprits éclairés. Le colonel Frey, dès 1876, n'avait en vue qu'une « uniformité relative dans les questions ouvrières » (1). Cela n'impliquait qu'un accord sur quelque point particulier et il était permis d'espérer un tel accord aboutissant à une convention positive. Trop de divergences

(1) V. Combe, *Thèse*, p. 23.

existaient entre les Etats pour permettre une entente plus vaste.

Ce qu'on pouvait encore espérer c'était suivant le vœu de la Suisse, la création d'un bureau international de renseignements et de statistique ou tout au moins l'organisation de Conférences *périodiques*. — Nous verrons par la suite que les gouvernements ne purent jamais fonder un office international public du travail et qu'il n'y eut plus de conférence officielle jusqu'à celle de Berne en 1903.

Sur ces derniers points la désillusion était légitime.

Mais le vrai résultat de la Conférence, ce fut — une fois le premier désenchantement passé — l'effet moral considérable qu'elle exerça sur l'opinion. Elle montra que tous les Etats participants avaient une conception analogue de la protection ouvrière ; que sur beaucoup de points les législations étaient semblables ; que celles qui avaient du retard ambitionnaient de rattraper les autres dès que le développement économique du pays le permettrait. L'Italie avait dit très nettement que le sacrifice qu'on exigeait d'elle était au-dessus de ses forces pour le moment, mais que la crainte seule de nuire à son industrie l'empêchait d'adhérer à certains vœux (1). Enfin, le fait d'être convoqué par le

(1) V. notamment la déclaration du délégué de l'Italie à la Commission du travail du dimanche. *Rapports et protocoles*, p. 44.

souverain de l'une des premières puissances industrielles donnait à la Conférence une autorité considérable. En matière internationale, il faut savoir se contenter d'abord de résultats moraux.

Les discussions de la Conférence avaient en outre fait ressortir ce fait capital au point de vue du développement futur de la protection ouvrière que, dans l'ensemble, les intérêts ouvriers ne sont pas en opposition avec les intérêts industriels nationaux. Elle donnait ainsi une impulsion nouvelle aux législations nationales de travail.

Effectivement, dans les années qui suivirent des lois protectrices viennent donner satisfaction sur beaucoup de points aux vœux exprimés par la Conférence (1). En Allemagne ce mouvement commence dès 1891 ; en France, la « loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels » est votée en 1892, le 12 juin 1893 vient s'y joindre la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. C'est à cette époque également que se fondèrent la plupart des organes nationaux de renseignements et de statistique ouvrière (2).

(1) Voir Congrès international de législation du travail de Bruxelles, 1897. *Rapports et compte-rendu...* pp. 239, 294, 487, 324, 385, 411, 451 et suiv.

(2) V. V. Brants, *Législation du travail comparée et internationale*, Louvain, 1903, p. 51.

CHAPITRE III

LES PROJETS D'OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Pour comprendre comment naquit le projet d'organiser entre les Etats des relations permanentes en vue du développement de la protection des travailleurs, il est nécessaire de jeter un rapide regard en arrière. Cette idée remonte, en effet, aussi loin que celle de la législation internationale. On imaginait alors les Etats créant dans un pays neutre un bureau commun de statistique et de législation auquel se rattacherait une sorte d'inspection internationale. C'est cette conception gouvernementale et impérative qui dominait dans les Congrès socialistes avant et, même souvent, depuis la Conférence de Berlin. En fait, on dut en rabattre.

A la suite des motions du colonel Frey devant le Conseil fédéral en 1876 et en 1880, les projets de législation internationale du travail avaient gagné en Suisse non seulement des hommes politiques mais même les milieux ouvriers. Plu-

sieurs années avant la réunion de la première Conférence officielle, les congrès ouvriers se passionnaient déjà pour ces questions. Rien d'étonnant donc à ce que ce soit chez eux que fût formulé le premier projet de bureau international du travail (1).

A la fête centrale de la société de Grütli, célébrée à Granges (Soleure) le 27 juin 1886, parmi les résolutions votées se trouvait la suivante :

« Un organe international sera créé sous forme d'un bureau permanent qui sera en rapport avec les inspecteurs des fabriques des Etats participants et qui fixera la durée maximum de la journée de travail en tenant compte de la statistique, des stocks de marchandises et de la productivité du travail (2). »

Sans doute le vœu était hardi et peut-être ne sera-t-il jamais réalisé dans la forme et avec la portée que lui donnait le vote de la société du Grütli.

Le gouvernement suisse, plus modeste, n'hésita pas cependant à tenter de créer un lien permanent entre les Etats. La circulaire qu'il leur adressait le 15 mars 1889 contenait en germe cette idée en proposant la périodicité des Conférences. Le programme soumis par le gouvernement fédéral aux Puissances étrangères en

(1) Publication de l'Association internationale, n° 1, Assemblée constitutive, *Rapport de M. Bauer*, p. 147.

(2) *Ibidem...*

vue de sa Conférence, le 7 août 1889, renfermait cette double question : « Faut-il prévoir des conférences périodiques et quelles mesures faut-il prendre en vue de ces conférences? »

A Berlin, ce fut encore la Suisse qui reprit le projet d'Office international, le vœu de ses délégués sur les *moyens d'exécution* disait : «... Il y a lieu de prévoir la création d'un organe spécial pour la centralisation des données statistiques et l'exécution des mesures préparatoires pour les Conférences prévues au paragraphe 2 du programme (1). »

La Suisse proposait donc de créer officiellement un bureau international qui serait à la fois un organe scientifique de renseignements, et une sorte de comité permanent reliant entre elles des conférences successives. Le paragraphe 2 du programme auquel il est fait allusion prévoyait, en effet, des conférences périodiques des délégués gouvernementaux.

Mais la France et l'Angleterre s'opposèrent, on l'a vu, à tout engagement formel et à tout ce qui paraîtrait donner force exécutoire aux vœux de la Conférence. L'assemblée abandonna donc le projet d'office international — pourtant, sur ce point comme sur les autres, il semblait peu compromettant d'émettre un platonique vœu. — Elle préféra se rallier à la proposition alle-

(1) Rapport de la commission pour la mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence.

mande qui recommandait, on s'en souvient, le développement de l'inspection, l'établissement de statistiques et l'échange entre Etats des rapports et autres documents relatifs au travail.

Néanmoins, la Conférence adopta le vœu de voir se renouveler les délibérations entre Etats ; mais, la périodicité et le mode de ces réunions n'étant aucunement prévus, l'accomplissement du vœu restait bien problématique.

Beaucoup de congrès, n'ayant pas pour but spécial la protection internationale des travailleurs, se prononcèrent en faveur d'un échange entre nations des renseignements et des statistiques de travail.

Ainsi, le Congrès socialiste de Bruxelles décidait la création de secrétariats nationaux dans les différents pays et l'échange entre eux d'une correspondance régulière et de renseignements sur les associations et fédérations (1).

Le Congrès international sur la législation douanière et la réglementation du travail à Anvers en 1892, par la bouche de son rapporteur sur l'organisation de la statistique du travail, conclut à la généralisation des Bureaux de statistique et à leur fédération progressive : « Il y a lieu de constituer la fédération des bureaux nationaux de statistique du travail qui existent en Europe et aux Etats-Unis, d'y incorporer

(1) Congrès socialiste de Bruxelles, 1891, 10^e question. « Rapport Benoit Malon », *Revue socialiste*, 1892.

tous ceux qui se formeront successivement et d'organiser dès à présent une conférence régulière et des conférences périodiques entre eux comme il en existe entre les bureaux des Etats-Unis (1) ».

Au Congrès de l'Institut international de statistique dans sa session de Berne 1895, la résolution suivante est adoptée : « Il est désirable que les Offices du travail des différents pays entretiennent entre eux des relations fréquentes et qu'ils échangent leurs vues dans le but d'unifier leurs méthodes et le cadre de leurs publications (2) ».

L'échec éprouvé à Berlin n'avait pas découragé les partisans d'un organe international *officiel*, ils résolurent de recourir de nouveau à l'initiative gouvernementale. Ils s'adressèrent donc à la Suisse qui s'était toujours tenue à la tête du mouvement. Le gouvernement fédéral fit, en 1896, auprès des puissances les démarches qu'on lui demandait, mais il se heurta presque partout à des objections d'inopportunité, à des fins de non-recevoir (3).

Malgré ces précédents, le Congrès de la protection ouvrière à Zurich, en 1897, pria le gou-

(1) Congrès d'Anvers, 1892, II^e séance, 1^{re} question sur la statistique internationale. *Rapport de M. H. Denis*.

(2) *Compte-rendu des travaux de l'Institut international de statistique*, session de Berne, p. 48 et p. 64.

(3) *Bericht des Bundesrath vom*, 16 januar 1896.

vernement fédéral de renouveler encore une fois ses démarches. Ce vœu ne devait pas avoir plus de succès que les précédents, car le gouvernement fédéral reconnut l'impossibilité de lui donner suite.

Toutes les tentatives officielles pour créer un bureau international de travail avaient donc échoué lamentablement. Cependant, quiconque désirait le développement de la réglementation internationale sentait plus que jamais la nécessité de créer des relations constantes entre les Etats, d'organiser en matière de législation ouvrière la méthode d'observation en se communiquant mutuellement le résultat des expériences tentées, de faire l'éducation de l'opinion publique, d'établir documents en mains l'élasticité de la force productive du travail et de montrer, sous la divergence des législations, leurs tendances vers un but identique.

Pour que les statistiques échangées entre gouvernements fussent comparables et par suite utiles, il fallait que les bases et la terminologie en soient identiques (1). Ce travail préparatoire, dont dépend le succès des Conférences, seul un Office international peut le mener à bonne fin.

Puisque les gouvernements ne veulent pas agir, on se passera d'eux. On créera d'une part

(4) Organisation de la statistique Internationale, *Rapport de M. Waxweiler*, au Congrès international de Bruxelles.

une *Association* de propagande en faveur de la réglementation internationale et, d'autre part, un *Office* d'étude et de publications statistiques et législatives. L'une s'efforcera de gagner l'opinion aux mesures qu'aura préparées l'autre scientifiquement en dehors de toute question de parti. Des assemblées périodiques mettront au point quelques questions ouvrières mûres pour une solution. On mâchera la besogne aux Etats, on aplanira les difficultés et lorsqu'on aura préparé la voie devant eux on les y poussera, appuyé à la fois sur des données scientifiques et sur l'opinion.

Il fallut plusieurs Congrès successifs pour arriver à formuler et à réaliser cette conception. Dès maintenant l'histoire de l'*Office* se confond avec celle de la réglementation internationale du travail.

CHAPITRE IV

CONGRÈS DE LA PROTECTION OUVRIÈRE A ZURICH 23-28 AOÛT 1897 (1).

Le Congrès de Zurich eut ce privilège de réunir des hommes de partis politiques ou religieux très divers et d'arriver néanmoins à une parfaite entente dans la discussion.

Pour comprendre ce résultat surprenant, il faut se rappeler que, sur la libre terre de la Suisse, les questions ouvrières ont depuis longtemps groupé des hommes de toutes nuances qui voient à la base des questions sociales une

(9) *Bulletin du Musée social circulaire*, 14, série B, 1897, p. 401 à 437.

Le Congrès de la protection ouvrière à Zurich, 1897, Léon Durassier, Paris, 1898.

Revue bleue, 4 septembre 1897, article de Léon de Seilhac.

Compte-rendu des séances publié par les journaux en langue française : *Gazette de Lausanne*, 23-31 août 1897 ; *Journal de Genève*, 25 août, 2 septembre 1897 ; *Univers*, 8 août ; *Le Peuple*, 25-26 août ; *Le Soleil*, 26-30 août.

Journaux suisses : *Grüthauer*, 28-31 août 1897 ; *Züricher Post*, 26-30 août 1897 ; *Züricher Zeitung*, 23-29 août 1897.

question de pain, « eine magenfrage », suivant l'expressive parole de Mgr Ketteler.

Au Congrès d'Aarau, en 1887, M. Steck, avocat à Berne, avait voulu s'opposer à l'admission des catholiques dans la Fédération ouvrière : « Peut-il être question, disait-il, de créer un être hybride qui aura la tête rouge du socialiste démocrate, le corps blanc de l'opportuniste économique et la longue queue noire?... Un pareil monstre constituera un danger pour une politique ouvrière vraiment normale. » M. Decurtins, démocrate catholique, répondit avec cette ardente éloquence qui lui est familière : « Je suis ultra-montain de cœur et d'âme, mais dans les questions de pain je suis avec vous. Avec moi sont aussi les ouvriers catholiques ; ils agiront de concert avec vous chaque fois qu'il s'agira d'améliorer les conditions économiques de la classe ouvrière, car la faim n'est ni catholique ni protestante. C'est pourquoi, quiconque veut travailler à la solution de ces questions doit être le bienvenu, à quelque confession religieuse qu'il se rattache, qu'il appartienne à la théorie de Bakounine ou à celle de Lassalle ou qu'il croie à l'évangile du Christ... Il n'y a pas lieu non plus d'oublier que, dans notre pays suisse, où nous avons de l'air et de l'espace pour les idées, où jusqu'ici il n'y a pas eu nécessité de baser les espérances sociales sur la révolution comme là où les ouvriers ont les

maines liées, les démocrates socialistes peuvent chercher la solution sur le terrain des réformes pacifiques. « ... Ne nous séparons donc pas froidement et fièrement comme au temps des réformateurs Luther et Zwingli. Les ouvriers catholiques vous tendent une main loyale, ne la repoussez pas ! »

M. Decurtins n'avait pas parlé dans le désert. Il put avec MM. Curti, démocrate, Scherrer, catholique socialiste, Greulich, progressiste, fonder l'*Arbeiterbund*, union générale des ouvriers suisses. Tous les deux ans les délégués des *Bund* ont leur *Tag*, sorte de Parlement mobile où ils discutent les intérêts du 4^e Etat. Le gouvernement fédéral verse une subvention qui sert à appointer le secrétaire général.

En 1893, à l'*Arbeitertag* de Bienne la Fédération résolut d'internationaliser le Congrès, c'est-à-dire d'y convoquer les représentants officiels des associations ouvrières de tous les pays sans distinction politique ni religieuse. Cette assemblée serait ainsi la reproduction internationale de ce qu'est pour la Suisse la Fédération ouvrière. Les délibérations porteraient sur les intérêts ouvriers et spécialement sur la législation ouvrière internationale. Mais le socialisme allemand éprouva des répugnances pour cette promiscuité avec les catholiques sociaux. Il ne faut pas mélanger le rouge et le noir ! Le Congrès international n'eut pas lieu.

En 1897, le comité central de l'Union reprit le projet. Il adressa une convocation à tous, catholiques, protestants, démocrates-chrétiens, socialistes, socialistes-démocrates, représentants des syndicats et sociétés neutres. Les simples particuliers que la question intéressait seraient également reçus à titre d'invités avec voix purement consultative. Les membres délibérants n'auront à remplir qu'une seule condition : « admettre que l'intervention de l'Etat en faveur de la classe ouvrière est justifiée, nécessaire et urgente ; que cette intervention doit surtout avoir pour but immédiat la réduction des heures de travail, la défense du travail du dimanche et l'introduction dans la loi des dispositions protectrices spéciales aux femmes, jeunes gens et enfants ». D'ailleurs, ce ne doit pas être une profession de foi platonique, chaque adhérent « prend l'engagement de travailler sérieusement à la réalisation de la réforme sociale par l'Etat. »

En somme, toutes les nuances du socialisme, du radicalisme-socialiste et du catholicisme social furent représentées. Seuls, les socialistes français, par un étrange esprit d'intolérance, refusèrent leur concours. Dans une lettre rendue publique (4) M. Vaillant exposa les motifs de son abstention. Le Congrès était convoqué, dit-il, par des amis à qui il aurait été aise de

(4) *Journal de Genève*, 25 août 1897.

donner par sa présence une preuve de solidarité, mais il n'est pas fâché de ne pas faire parti d'un Congrès « où seront des prêtres et des religieux d'opinion ou d'habits ». En outre, les questions ouvrières semblent, à ses yeux, ressortir exclusivement aux socialistes qui doivent les discuter entre eux sans se commettre avec aucun autre parti.

De son côté, M. Pelloutier, secrétaire-général de la fédération des bourses du travail, explique ainsi les motifs d'abstention des socialistes révolutionnaires : 1° ils ne comptent plus assez sur l'Etat pour espérer de lui quelque chose de bon ; 2° la présence (signalée comme un appât) de la fraction socialiste du Reichstag « leur rappelle trop vivement le Congrès de Londres (1) ».

La Bourse du travail de Paris avait annoncé dix représentants ; d'autres bourses du travail et un certain nombre d'hommes politiques socialistes ou radicaux-socialistes avaient adhéré ; au dernier moment, ils s'abstinrent tous. La France ne fut représentée que par deux délégués ayant le droit de vote : M^{me} Bonneviel pour la Ligue pour le droit des femmes et M. Thomine pour l'Union démocratique chrétienne de la région de Paris. Parmi les invités nous voyons figurer : MM. Finance, chef de bureau

(1) Sur le Congrès de Londres, voyez Léon de Seilhac. *Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du Travail*, Paris, 1902, pp. 278-281.

à l'Office du Travail, Raoul Jay, professeur à la Faculté de Droit de Paris et le Musée social en les personnes de son directeur, M. Charles Salomon, et de son secrétaire, M. de Carbonnel.

Le nombre total des adhérents fut environ de 550 dont 386 délégués de sociétés, syndicats et groupes ouvriers, et 163 invités.

L'Allemagne avait envoyé ses trois plus célèbres champions du socialisme : Bebel, Liebknecht et Vollmar.

Pour l'Angleterre figuraient : Hyndeman, Quelch, Macdonald ; pour l'Autriche : Adler et Bielholaik, l'un des chefs du catholicisme social ; pour la Belgique : Anseele et Vandervelde ; pour la Suisse : les chefs des partis socialiste et démocrate chrétien.

Dans la salle des séances les ecclésiastiques sont en grand nombre. On remarque aussi une petite vieille coiffée d'un chapeau pointu, c'est sous un nom d'emprunt la fameuse Vera Sassolitch qui tua d'un coup de revolver le chef de la police de Saint-Pétersbourg.

Nous ne nous étendrons pas sur la plupart des discussions et des décisions du Congrès. Ces décisions ne sont pas d'ailleurs, au dire même d'un congressiste, des mesures destinées à entrer immédiatement dans la pratique, mais un idéal vers lequel doivent tendre les législations, un programme des revendications ouvrières.

Les principes consacrés à Zurich sont : le repos du dimanche ; l'interdiction du travail industriel aux enfants âgés de moins de 15 ans ; un maximum de 8 heures de travail par jour pour les adolescents de 15 à 18 ans ; l'établissement d'une journée légale se rapprochant de 8 heures pour les adultes.

Sur le travail des femmes, le débat fut très vif entre socialistes et catholiques (1). L'idéal chrétien de la famille c'est, en effet, son type ancien, c'est-à-dire la femme soumise à l'autorité du père de famille et occupée exclusivement de son ménage et de ses enfants. L'idéal socialiste, au contraire, c'est l'émancipation de la femme, la proclamation de son droit à un salaire égal à celui de l'homme. Finalement, la thèse socialiste devait triompher puisque les socialistes sont en majorité. Les mesures votées comportent : la journée de 8 heures, un repos obligatoire et payé de 8 semaines pour les femmes en couches, un salaire égal à celui de l'homme, enfin « la limitation ou même la disparition de l'industrie domestique sous toutes ses formes. »

Le Congrès décrète encore la suppression du travail de nuit pour tous les ouvriers (sauf pour les hommes dans les industries où les conditions techniques l'exigent). Enfin des mesures

(1) L. de Seilhac, Le Congrès de Zurich (*Revue bleue* du 4 septembre 1897).

spéciales devront être prises pour protéger le travailleur dans les exploitations dangereuses.

La dernière partie du Congrès, la plus intéressante au point de vue du développement de la réglementation internationale du travail, porte sur les voies et moyens de réalisation, et principalement sur la création d'un office international. Cette dernière question, nous l'avons vu, était toujours à l'étude depuis la Conférence de Berlin. Le Conseil fédéral, invité par les Chambres suisses à reprendre les négociations, avait répondu, dans un message du 16 janvier 1897, que deux Etats seulement étaient disposés à examiner le projet. Malgré ces précédents peu encourageants, le Congrès de Zurich n'hésite pas à solliciter la bonne volonté des gouvernements et l'initiative du Conseil fédéral :

« Les participants au Congrès sont invités à demander aux gouvernements par la presse et dans les Parlements la création d'un Office international pour la protection ouvrière.

« Cet office assumerait les tâches suivantes :

a) Collectionner, éditer toutes les lois concernant la protection ouvrière et tout ce qui s'y rapporte ; correspondre avec les bureaux officiels déjà institués.

b) Ce travail serait fait dans les trois langues, allemand, français, anglais et dans la langue originale, si elle n'est aucune des trois susnommées.

c) Publier un rapport annuel relatant l'activité des

autorités administratives et législatives en matière de protection ouvrière.

d) Donner des renseignements et indiquer les ouvrages à consulter.

e) Organiser des Congrès pour délibérer sur le développement de la législation protectrice du travail.

« Le Congrès émet le vœu que si trois Etats sont prêts à collaborer à la création de ce bureau, il soit immédiatement fondé. »

Voici maintenant la requête que l'assemblée adressait au Conseil fédéral suisse :

« Le Congrès international pour la protection ouvrière, tout en reconnaissant les efforts réitérés du Conseil fédéral suisse en vue de l'élaboration d'une législation internationale pour la protection ouvrière, exprime le vœu que ces tentatives soient renouvelées à bref délai et que le Conseil fédéral y emploie toute son influence... »

Une Commission permanente ayant pour but spécial de poursuivre la création d'un Office est nommée à l'unanimité. Elle se compose du bureau du Congrès auquel est adjoint M. Curti. Elle a le pouvoir de se compléter par le choix de nouveaux membres.

Le Congrès de Zurich n'eut aucun résultat direct immédiat. La Suisse ne put même pas reprendre les négociations en vue d'un office international. Quant aux mesures de protection ouvrière votées par le Congrès, elles semblent

souvent une exagération de celle de Berlin et sont, de ce fait, plus loin d'une réalisation pratique. Ainsi le Congrès de Zurich n'a pas hésité à aborder et à résoudre le brûlant problème du travail des hommes adultes que plusieurs puissances avaient repoussé *a priori* lors de la Conférence officielle.

Mais, par le caractère des représentants, par la belle harmonie qui les unit dans la plupart des débats, le Congrès manifesta clairement les vœux de la classe ouvrière : « Le Congrès (1), dit le président Scherrer dans son discours de clôture, a établi ce fait réjouissant : c'est que toutes les écoles ici représentées, tous les partis et tous les groupes sociaux des peuples les plus différents poursuivent le même but. Tous nous sommes d'accord sur les revendications fondamentales de la protection ouvrière... » M. Decurtins parlant avant lui avait dit : « Cela a été un moment solennel que celui dans lequel un représentant de l'extrême gauche de notre parlement s'est écrié : « Que l'on combatte sous le drapeau du manifeste communiste ou sous la bannière de l'Encyclique *Rerum Novarum*, le but que nous poursuivons sera longtemps le même. »

Sans doute, c'est une équivoque fondamentale qui a permis le travail en commun (2), car l'on

(1) *Bulletin du Musée social circulaire*, n° 14, série B, année 1897, p. 436.

(2) *Journal de Genève*, 2 septembre 1897.

n'a point discuté s'il s'agissait d'une réforme de la législation en acceptant les principes de la société ou bien de renverser la société pour en créer une nouvelle. Mais qu'importe si le chemin à suivre « reste longtemps le même », il sera toujours temps de se séparer quand les voies divergeront.

En ce qui concerne la création d'un Office international du travail, le Congrès de Zurich manifesta un optimisme excessif en comptant encore sur l'initiative gouvernementale. Mais la discussion avait fait mûrir le projet, il était devenu un point capital, une étoile des mages guidant les pas des premiers croyants vers la réglementation internationale du travail.

CHAPITRE V

CONGRÈS INTERNATIONAL DE LÉGISLATION DU TRAVAIL (1) A BRUXELLES, 27-30 SEPTEMBRE 1897

L'année même du Congrès de Zurich, se réunit à Bruxelles un *Congrès international de législation du travail*. Le comité d'organisation, composé de MM. Brants, de Ridder, E. Mahaim et L. Strauss avait, convoqué tous ceux qui s'occupent de questions sociales, les industriels, les travailleurs de tous les pays, les partisans aussi bien que les adversaires d'une législation protectrice du travail.

Etant donné sa composition, le Congrès ne pouvait avoir aucune unité de vue, son but était plutôt de discuter des idées que de prendre des décisions. Son programme excluait d'ailleurs explicitement tout vote, toute résolution.

(1) *Rapport et Compte-rendu* des séances, Bruxelles, 1898. L. de Seilhac, Congrès de la Législation du travail, etc... Paris, 1897. P. Pic et Ch. Brouilhet, Congrès international du travail tenu à Bruxelles, 1897 (*Revue d'économie politique*, 1897, p. 1.053).

A côté des libéraux les plus orthodoxes, se trouvaient des interventionnistes déclarés. Cette opposition radicale de principes se manifesta dès la première séance, devint immédiatement le centre de la discussion, le terrain de combat auquel on ramena sans cesse les autres questions. *Liberté* d'une part, *coercition* de l'autre, tels sont les camps en présence ; ou plutôt, chacun revendique comme sienne la liberté, mais la liberté que cherchent les uns n'est qu'une liberté de surface, celle que visent les autres est la liberté effective des travailleurs (1).

Jamais la question de l'interventionnisme n'a été discutée avec tant de chaleur, d'âpreté, d'ironie. Après cette discussion de principes, le plus important débat porta sur le projet d'office international ; dans une réunion antérieure, le groupe allemand avait déjà décidé de concentrer son effort sur ce point (2).

A la suite de difficultés survenues dans le comité d'organisation au sujet d'Anseele, un de leurs chefs, les socialistes s'étaient pour la plupart abstenus de venir au Congrès. Pourtant, Anseele, Hector Denis et Bertrand prirent part aux séances ; quant à Vandervelde, il s'était placé au banc de la presse. Ce furent les seuls socialistes présents. La revue allemande *Soziale*

(1) *Soziale Praxis*, 7 octobre 1897, article traduit à la fin du livre de M. de Seilhac, p. 120 à 133.

(2) *Soziale Praxis*, article cité.

Praxis est d'avis que « dans un congrès où se traitent les affaires des ouvriers, l'absence de ces derniers n'est pas un mal ». S'ils avaient été présents c'eût été une sorte de répétition du Congrès de Zurich, « les partisans de la protection du travail par la loi auraient eu alors vraisemblablement à livrer combat dans leur propre camp, tandis qu'à Bruxelles, leur force pouvait se tourner tout entière contre la masse réactionnaire des libéraux belges et français ».

Le libéralisme orthodoxe était représenté : pour la France, par MM. Yves Guyot, Jules Fleury, professeur à l'école libre des sciences politiques, et Raffalovich, conseiller d'Etat de Russie ; pour la Belgique, par Louis Strauss, d'Anvers.

Le camp des interventionnistes se composait : pour la France, des professeurs Bourguin, de la Faculté de droit de Paris, Paul Pic, de la Faculté de droit de Lyon ; pour la Belgique, de M. Verhaegen, chef des démocrates catholiques gantois, du Père Castelein de l'université de Louvain, et de M. Varlez, avocat à Gand ; pour l'Allemagne, des professeurs Von Mayr, Bretanno Hitze, Schmoller et du baron de Berlepsch ; pour l'Autriche, des professeurs Von Phillipovich, Herkner, Sombart et du docteur Wittelschöffer.

Plusieurs puissances, notamment la Belgique et la France, avaient envoyé des délégués officiels. L'Italie seule n'était représentée d'aucune

façon. L'Amérique avait envoyé un membre de l'Office du travail de Washington.

Dans l'ensemble c'était, on le voit, un congrès de professeurs.

M. Nyssens, ministre de l'Industrie et du Travail, expose dans son discours d'ouverture le but du Congrès : « Sans revendiquer, dit-il, le titre de continuateurs de la Conférence de Berlin, vous avez assumé la tâche de susciter de nouvelles études et de nouveaux efforts en vue de faciliter l'unification des législations protectrices des ouvriers ». Le Congrès a la sympathie du gouvernement belge qui veut préparer les lois sociales par des enquêtes sur la situation des ouvriers dans l'industrie. La méthode expérimentale est la seule qui puisse fournir la lumière.

M. le duc d'Ursel, président d'honneur, dit que l'harmonie entre producteurs et consommateurs doit remplacer leur antagonisme et que la faculté de production s'en accroîtra. « De ce tournoi essentiellement pacifique ne peuvent sortir ni vainqueurs ni vaincus ; mais il en sortira des hommes mieux éclairés sur leurs devoirs et mieux armés pour les remplir. » Il expose ensuite l'œuvre du Congrès de Berlin et passe en revue les progrès accomplis depuis par les législations. C'est une progression toujours dans le même sens à laquelle il serait vain de

vouloir résister. L'habileté des gouvernants est de mesurer leur coopération à l'œuvre de manière à produire pour la masse le plus grand bien possible. Mais les gouvernements seuls ne peuvent rien pour la solution du problème social, « leur action doit s'appuyer sur une évolution générale et populaire et être conforme à cette évolution ».

Il ne faut pas voir dans la réglementation du travail une atteinte à la liberté ; c'est au contraire une des conditions de la liberté. La liberté « simplement proclamée est un leurre pour tous ceux qui n'ont dans la vie ni la richesse, ni la puissance ; réalisée dans toute la mesure compatible avec l'ordre elle devient l'un des grands progrès de l'humanité ».

1. La première question du programme portait sur les *modifications subies par la législation protectrice de chaque pays depuis la Conférence de Berlin*. Mais la discussion a dévié dès le début sur la légitimité de l'interventionnisme.

M. Strauss, qui déclare être un homme d'affaires et non pas un théoricien, reproche aux lois ouvrières d'avoir été faites sans enquêtes sérieuses et d'avoir fort peu amélioré le sort des ouvriers. On a voulu réglementer la production, la réduire et augmenter le bien-être de la classe ouvrière. Ce but est contradictoire, car en diminuant la production on élève le prix

des denrées. Il accuse ensuite la politique de propagande sociale de l'Allemagne de n'être pas désintéressée, ce qui soulève d'énergiques protestations dans le camp allemand.

M. Fleury, également libéral orthodoxe, déclare que le bonheur consiste à savoir restreindre ses désirs. Il vante « le bonheur du cheminéau qui n'a pas même une chemise à lui ».

Enfin M. Yves Guyot, le champion français du libéralisme, demande ironiquement pourquoi on ne protège pas aussi les enfants des bourgeois contre le surmenage des collègues ?

Les réponses des interventionnistes pour être moins paradoxales n'en sont pas moins vives et frappantes. Retenons seulement ces quelques mots de M. Verhaegen qui sapent le principe même du libéralisme économique : La protection de l'Etat, dit-il, est nécessaire pour tout le monde, sinon on tomberait dans l'anarchie, « on traînerait les enfants dans les fabriques avant qu'ils sachent marcher ; personne ne serait sûr de rentrer chez soi, car il pourrait y rencontrer un plus fort que lui qui, au nom de la liberté, le mettrait dehors ».

2. Sur la deuxième question (*la protection des ouvriers mâles et adultes*) c'est encore la discussion du principe de l'intervention qui recommence ; seulement tout à l'heure chacun revendiquait comme sienne la liberté, maintenant chacun prétend avoir en sa faveur l'expérience.

M. Hector Denis cite l'exemple de l'Angleterre où la réduction des heures de travail a eu pour effet l'accroissement de la force productive. Voilà l'expérience faite ! Cette expérience, on peut la renouveler ; c'est un terrain, dit M. Denis, où nous devons tous nous entendre, puisque, tous, nous prétendons nous placer dans le domaine des faits. En Belgique, grâce à nos Conseils de l'Industrie à notre Conseil supérieur du Travail et à notre Office du Travail, une telle expérimentation serait facile, par exemple dans l'industrie métallurgique qui compte 20.000 travailleurs. M. Denis conclut par ces mots : « La conscience collective doit suppléer à l'insuffisance de conscience individuelle ».

M. Yves Guyot répond spirituellement : « Dans un pays de suffrage universel, alors que chacun peut engager son vote, allez-vous instaurer la servitude économique et dire à l'ouvrier qu'il lui est permis d'exprimer son suffrage et interdit de défendre lui-même ses intérêts économiques ? »

Mais, on le sent bien, le rôle des libéraux dans le congrès est désormais terminé ; leurs paradoxes intransigeants ne servent qu'à masquer leur retraite.

3. — *Une protection internationale est-elle possible et désirable ? dans quelle mesure et sous quelle forme ?*

M. Herkner reconnaît les difficultés pratiques du problème ; il faudrait tout un mécanisme administratif, un contrôle international d'exécution. Mais, la réglementation de certaines questions est réalisable, ainsi le travail de nuit des femmes, les industries dangereuses, etc...

Pour M. Strauss, il y a des obstacles insurmontables. Par exemple, les douanes ont une répercussion sur la production industrielle et sur les salaires, il faudrait pouvoir les supprimer. De même, les risques de guerre enlèvent quatre millions d'hommes et dix milliards d'argent aux industries européennes alors que les Etats-Unis échappent à ces charges...

MM. von Phillipovich et Brentano remettent la question sur son terrain véritable. Si une législation ouvrière identique pour tous les pays est impossible, on peut arriver néanmoins à des accords sur certains points spéciaux. On a conclu des conventions internationales pour exclure en cas de guerre certains engins ; ne peut-on pas aussi, dans toutes les industries, prohiber certains poisons, édicter des mesures sévères contre les métiers dangereux ?

4 et 5. — Nous laisserons de côté les questions de *la petite industrie* et des *industries dangereuses*, désirant nous attacher pour le moment aux problèmes d'ordre tout à fait général.

6. *L'Inspection du travail* est une condition essentielle de toute législation ouvrière.

M. van Laer décrit l'organisation de l'inspection en France et constate que les autorités publiques en entravent souvent le fonctionnement par leur inertie ou leurs chinoiseries. Il critique la façon dont se fait le recrutement des inspecteurs et la cordialité excessive de leurs relations avec les industriels. D'ailleurs, la complexité extrême de la législation n'est pas faite pour faciliter la tâche des inspecteurs. L'année précédente, les inspecteurs n'ont visité qu'un tiers des établissements visitables et, de ces derniers, 75.000 n'ont été visités qu'une fois en un an.

M. de Berlepsch fait remarquer que ces observations s'appliquent à beaucoup de pays, mais que M. van Laer ne propose rien pour l'amélioration du corps des inspecteurs et s'en prend uniquement à la loi ! Il y a, d'après M. de Berlepsch, quatre moyens de rendre l'inspection efficace : 1° le nombre d'inspecteurs doit être suffisant ; 2° les droits des inspecteurs doivent être nettement déterminés ; 3° les inspecteurs doivent se montrer énergiques dans leurs fonctions ; 4° leur position doit être digne et rémunérée en conséquence. A cela il faut ajouter des qualités morales et techniques.

M. Strauss cite le cas d'un inspecteur qui voulait obtenir par la menace un secret de fabrication pour le livrer à un concurrent.

Sommé de préciser, il s'y refuse.

M. Brants, qui ne veut pas laisser l'assemblée

sous l'impression fâcheuse des paroles de M. Strauss, dit que si un inspecteur a failli à ses devoirs, il est responsable devant ses chefs et les tribunaux : « Quelle est l'institution qui ne puisse donner lieu à des abus ? La liberté elle-même produit des abus ».

« Alors il faut la supprimer ! » dit M. Fleury en veine de boutades ; quelques instants auparavant n'affirmait-il pas qu' « il est aussi difficile de réaliser une entente internationale que de marier la baleine à l'éléphant ! »

7. La dernière et la plus importante partie du programme concernait la création d'un *Office international du travail*.

M. Hector Denis, dans son rapport (1), expose les origines et les phases diverses de la question. Après les réponses faites par les puissances aux dernières propositions de la Suisse, il n'y a plus à se faire d'illusions ; la mission de contrôle, de surveillance, d'exécution, attribuée d'abord au futur Office international, n'existe plus. Mais il lui reste le caractère scientifique qui laisse entière la souveraineté des nations. L'organe nouveau serait relié aux offices nationaux analogues créés depuis peu dans tous les pays, comme sont reliés entre eux les bureaux de travail des Etats-Unis.

Les études qui, d'après M. Denis, devraient

(1) *Rapports et comptes-rendus*, p. 465-476, rapport de M. H. Denis sur la 7^e question.

être entreprises par l'Office international porteraient : d'une part, sur la physiologie du travail puisque, par exemple, l'alimentation ouvrière est la source à laquelle l'ouvrier puise la quantité d'énergie qu'il dépense chaque jour ; d'autre part, sur la psychologie du travail, car tout métier combine à la fois le travail musculaire et intellectuel dans des proportions variables. « Le degré d'attention qu'exige le travail a une influence directe sur la rapidité d'épuisement du travailleur et, dès lors, sur la durée normale de son travail ».

Ces considérations méritaient d'être citées, car M. Denis est le seul à les avoir produites dans le Congrès où elles n'ont, d'ailleurs, pas prévalu, leur intérêt pratique immédiat paraissant trop incertain.

L'institut international aurait encore pour but d'établir des bases communes d'appréciation, notamment en ce qui concerne la statistique et la législation ouvrières — correspondance des termes, uniformité des méthodes, des cadres et du dépouillement des relevés.

M. Raffalovich proteste « contre l'idée de faire de cette organisation quelque chose qui ressemble à une clinique, à un hôpital statistique », comme le voudrait M. Denis, dont il diffère au point de vue du but, de la méthode et des procédés. La connaissance qu'a l'orateur des négociations en vue d'établir de nouveaux bureaux

internationaux par l'action gouvernementale ne l'engage pas à recourir à cette action. Il a fait partie à Berne d'une conférence diplomatique ayant pour objet de créer un bureau international pour la publication des traités — « matière bien concrète, bien limitée, bien innocente » —. La mauvaise volonté des gouvernements était telle qu'il semblait impossible d'aboutir à rien. Il lança alors dans la discussion l'idée de demander à l'Institut de droit international ou à la Société de législation comparée de s'occuper de la question. Aussitôt l'attitude des gouvernements se modifia et ils auraient très vraisemblablement accordé des subventions à l'œuvre d'initiative privée.

Est-ce que le Congrès ne doit pas procéder de la même façon, c'est-à-dire agir par lui-même en confiant à l'Institut international de statistique la mise à exécution des travaux reconnus utiles au développement de la protection ouvrière.

« Le moyen le plus simple de prouver le mouvement c'est de marcher » déclare M. Brants. Dans tous les pays existent des sociétés de législation comparée et de statistique, il suffit de les mettre en rapports.

MM. Schmoller et von Mayr ne croient pas à la possibilité de s'adresser à l'Institut international de statistique qui est déjà surchargé de travail, ils demandent la création d'un orga-

nisme particulier. On n'aura pas besoin pour cela d'attendre une décision gouvernementale.

On a paru s'étonner que ce projet n'ait pas abouti à une entente immédiate, mais il ne faut pas oublier que le Congrès ne pouvait d'après ses statuts prendre aucune décision, émettre aucun vote (1).

Après le Congrès, ceux de ses membres qui étaient partisans d'une législation internationale se réunirent et nommèrent une commission de trois membres, trois belges, le duc d'Ursel, M. Brants et M. Mahaim, pour « rechercher les moyens de donner une suite au Congrès ». La commission devait se mettre en rapport et collaborer avec le comité permanent qu'avait organisé le Congrès de Zurich.

Le comité belge élaborait des statuts et préparait un Congrès pour 1899, mais la situation de la Belgique, alors troublée par des émeutes pour la révision constitutionnelle, ne permit pas au Congrès d'avoir lieu. Ce sera le Congrès de Paris en 1900 qui utilisera le travail du comité belge.

Un résultat positif avait été acquis à Bruxelles, l'initiative privée s'était résolue à créer l'Office international sans attendre l'intervention des gouvernements. L'âpre et interminable discussion sur la légitimité de l'action de l'Etat en ma-

(1) L'Association internationale pour la protection, article de J. P. Armand Hahn (*Annales des sciences politiques*, 1905, p. 156 et suiv.).

tière économique s'est terminée à l'avantage des partisans des mesures protectrices. Leurs adversaires n'ont trouvé d'autres armes que l'ironie et le paradoxe. Il ne faut pas regretter le temps dépensé à ces controverses de principes, ce n'est point du temps perdu, car la question sera désormais considérée comme tranchée et l'on n'y reviendra plus dans les congrès suivants.

CHAPITRE VI

LE CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS A PARIS, 25 ET 29 JUILLET 1900 (1)

Lorsque s'organisèrent à Paris, à l'occasion de l'exposition universelle de 1900, une série de congrès internationaux sur toutes sortes de questions, les partisans de la protection légale des travailleurs résolurent d'avoir eux aussi leur réunion. MM. Jay et Cauwès qui avaient pris l'initiative du mouvement s'abouchèrent immédiatement avec les chefs du parti interventionniste en France et à l'étranger.

En Allemagne, M. de Berlepsch avait organisé deux réunions préliminaires ; la création d'un office international y fut discutée et un

(1) Congrès international pour la protection légale des travailleurs, du 25 au 28 juillet 1900, *Rapports et compte-rendu anal.*, Paris, 1901.

Reichsberg, *Der internationale Arbeiterschutz Kongress in Paris*, Berne, 1900.

comité provisoire rédigea même un projet de statuts.

Les promoteurs du Congrès de Paris résolurent donc, sur la proposition de M. de Berlepsch, de joindre la question de l'office international à leur programme et l'on ne tarda pas à sentir que ce serait le point capital des discussions du Congrès.

L'appui du gouvernement français était acquis d'avance à l'œuvre projetée. M. Millerand, alors ministre, avait dit à la séance de la Chambre du 4^{er} juin 1900 : « Il va se tenir à Paris, sous quelques jours, un Congrès qui, pour être d'ordre privé, n'en aura pas moins un très grand et très pratique intérêt. A son ordre du jour est inscrite la création d'un bureau international de législation du travail. C'est là, Messieurs, une institution que nous verrions, quant à nous, se fonder avec le plus grand plaisir et nous savons que d'autres gouvernements la verraient également d'un œil favorable. »

La Commission d'organisation comprenait les interventionnistes les plus connus : MM. Cauwès, président ; Arthur Fontaine et Léopold Mabileau, vice-présidents ; Raoul Jay et Léon de Seilhac, secrétaires généraux, et dix membres parmi lesquels : MM. Gide, Martin Saint-Léon et Souchon. Ils rédigèrent ensemble le programme des délibérations et le règlement des séances du futur Congrès.

« Les organisateurs du Congrès, explique la convocation, ne veulent pas soumettre à une nouvelle discussion contradictoire le principe de l'intervention de la loi dans le contrat de travail. C'est un débat que le Congrès de Bruxelles leur paraît avoir épuisé... Mieux que des raisonnements abstraits, la connaissance et la comparaison des expériences tentées, des résultats obtenus, montreront comment les obstacles peuvent être franchis, les appréhensions calmées. »

Le programme a été réduit à quatre questions d'intérêt pratique immédiat : la limitation de la journée de travail, l'interdiction du travail de nuit, l'inspection du travail, l'union internationale pour la protection légale des travailleurs.

Le Congrès est ouvert sans distinction de partis ni d'opinions à tous ceux qui acceptent le principe de la protection légale des travailleurs.

L'article 7 du règlement porte qu'une séance pourra être consacrée à la préparation d'un prochain Congrès et aux questions qui pourraient y être traitées.

Enfin, comme au Congrès de Bruxelles, aucun vote ne sera émis, sauf sur les questions d'ordre intérieur et de règlement. Cependant, le bureau pourra soumettre à l'approbation du Congrès les vœux qui lui paraîtraient conformes au sentiment général de l'Assemblée.

Le Congrès s'ouvrit au Musée social, le 25 juillet 1900, sous la présidence de M. Mille-
rand. Les gouvernements d'Autriche, de Bel-
gique, des Etats-Unis, du Mexique, des Pays-
Bas et de la Russie avaient envoyé des délégués
officiels.

M. Cauwès, président de la Commission
d'organisation, déclare voir dans la présence
de ces délégués officiels un gage de puissants
patronages et d'efficaces appuis au profit de
l'Association internationale permanente que le
Congrès aura certainement à cœur de consti-
tuer (1).

La législation sociale, ajoute-t-il, est l'une
des manifestations sociales qui font le plus
d'honneur à la civilisation contemporaine, car
elle dénote le souci qu'elle éprouve d'améliorer
le sort de ceux qui, par leur travail, créent tous
les éléments de bien-être et réalisent tant de
merveilles de force et de beauté. Un mouve-
ment si général a de profondes causes écono-
miques et sociales, il est la conséquence ration-
nelle du régime industriel moderne. Aux yeux
de la plupart, l'idée ancienne du travail mar-
chandise et du contrat de travail absolument
libre qui en découle est une idée barbare. De là
naquirent d'une part les syndicats et les trade-
unions, d'autre part la législation ouvrière,

(1) Voir *Compte-rendu*, p. 449 et suiv.

sans qu'il y ait antagonisme ni contradiction entre ces deux moyens de lutter contre les fatalités économiques.

La difficulté du problème, c'est qu'il s'agit de ne pas nuire à la force productive du pays et de ne pas dépasser les limites de l'élasticité de la production. La méthode d'observation peut seule donner des indications précises. Grâce à elle, deviendront possibles des ententes internationales — qui n'impliquent d'ailleurs nullement l'unification des lois protectrices. — Les diversités tendent d'elles-mêmes à se restreindre ; il faut constater les points de convergence et s'en inspirer.

Les partisans de la réglementation internationale ont compris que deux choses surtout étaient importantes : échanger leurs vues et susciter un mouvement d'opinion. La périodicité du Congrès elle-même ne donnerait pas la continuité nécessaire, l'esprit de suite indispensable, d'où les tendances manifestées à constituer des unions internationales permanentes. La connaissance approfondie des lois protectrices, de leurs résultats, suppose un échange de documents, d'informations diverses, d'observations attentives.

Un office privé, ajoute encore M. Cauwès, aura l'avantage de la souplesse et préparera la voie à un office international public. « Pour le moment d'ailleurs, l'essentiel n'est pas de faire

grand ; c'est de ne pas nous séparer sans avoir, sous une forme ou une autre, créé un lien permanent entre ceux qui désirent coopérer avec quelque esprit de suite à la connaissance et au progrès de la législation protectrice du travail. »

M. Millerand prend ensuite la parole non seulement comme ministre, dit-il, mais « comme homme, comme politique profondément heureux de voir triompher des idées au succès desquelles il a consacré tout ce qu'il avait de force et d'énergie (1) ». Il plaide pour la création d'un office privé : « Les gouvernements ont à se préoccuper de la répercussion que la solution d'un problème social peut et doit avoir non seulement au point de vue même des problèmes qu'ils résolvent, mais au point de vue de tous les intérêts dont ils ont la charge. Un office privé n'a pas de ces préoccupations, parce qu'il n'a pas de ces responsabilités ». Il est vrai qu'un office privé ne peut agir que par la persuasion il ne participe pas à la puissance publique et ne peut convertir ses résolutions en décrets et en lois. Mais, répond M. Millerand, « est-ce que nous ne vivons pas à une époque où les pouvoirs publics, quelle que soit la forme du gouvernement, obéissent en définitive — et plus complètement qu'on ne le croit — à l'opinion. Donc l'important c'est de faire l'opinion ».

(1) V. *Compte-rendu*, p. 463 et suiv.

Ces deux discours montrent que le but principal du Congrès était la création d'un organe international.

Aussitôt après la nomination du bureau on constitue une Commission chargée d'élaborer les statuts d'une *Association internationale pour la protection légale des travailleurs*; les délégués français y figurent nombreux, ce sont : MM. Jay, Cauwès, de Seillac, Fontaine, etc...

I. La discussion de la première question — *la limitation légale de la journée de travail* — débute par un très clair exposé de M. Jay sur la loi française du 30 mars 1900 (1). Sous le régime de la loi de 1892 il n'y avait pas moins de quatre catégories de personnes protégées. La complexité du système était telle qu'on avait dû renoncer à l'appliquer et que le gouvernement avait donné des ordres pour qu'on se bornât à faire respecter la journée maxima de onze heures pour tout le personnel protégé. La loi de 1900 réalisera l'unification sur le pied de 10 heures par jour avec proscription des relais et équipes tournantes.

M. Bourguin, alors professeur à l'Université de Lille, a étudié les premiers effets de la loi de 1900 sur la grande industrie du nord (2). Il résulte

(1) « Rapport sur la limitation légale de la journée de travail dans l'industrie française », par M. Raoul Jay (*Compte-rendu*, p. 85-128).

(2) Bourguin, « La nouvelle réglementation de la journée de

de son exposé que les repos simultanés n'ont soulevé quelques difficultés qu'en teinturerie où les bains de teinture semblent réclamer une certaine continuité de travail. Nulle part le travail des enfants ne s'est trouvé prolongé par l'application de la loi, car nulle part, il n'avait été abaissé à dix heures en vertu de la loi de 1892. On n'a pas assisté non plus, ainsi qu'on le redoutait, au remplacement des femmes et des enfants par des hommes adultes.

Ce progrès pouvait-on l'attendre des efforts coalisés de la classe ouvrière? Non, répond M. Bourguin, car elle est très faiblement organisée, précisément à cause de la durée du travail dans les industries textiles. De leur côté, les patrons n'auraient pas demandé mieux que de réduire la journée, mais aucun d'eux ne se sentait assez fort pour en prendre l'initiative. Ils reconnaissent que la réglementation aura pour effet de régulariser la production et de faire obstacle à la surproduction.

M. Luzzati (1), par la finesse et l'inattendu de ses saillies, provoque l'hilarité générale. En Italie, dit-il, nous avons espéré au début que l'initiative individuelle opérerait des réformes sans l'intervention du législateur. « Assurément, si les ouvriers étaient des saints et si les pa-

travail et ses premiers effets dans la grande industrie du nord de la France » (*Revue d'économie politique*, 1901, p. 236).

(1) *Compte-rendu*, p. 486 et suiv.

trons étaient des anges, aucune loi n'aurait été nécessaire. Mais il n'en est pas ainsi même en Italie: » Parmi les adversaires de la réglementation légale se trouvait un grand fabricant de drap qui se prétend en même temps philanthrope et « qui a composé tout un ouvrage — ajoute M. Luzzati — pour prouver que la loi proposée était un fantôme de mon imagination toujours en ébullition ». La loi votée, le fabricant de drap s'est plaint des inspecteurs du travail. « Il aurait préféré une loi privée d'agent d'exécution, une loi qui ne s'appliquât pas. »

Chose étrange, en Italie les protectionnistes en matière de douane étaient les adversaires acharnés de la protection du travail. « On comprend, dit l'orateur, que la société puisse ne pas protéger les marchandises ; on ne comprend pas qu'elle ne protège pas le travail et les travailleurs. » Ces mêmes adversaires prétendaient que les lois ouvrières étaient « une invention diabolique des Anglais ». M. Luzzati répond qu'il faut bénir l'égoïsme national quand il a pour résultat d'entraîner les pays étrangers dans des réformes utiles.

M. de Berlepsch, après un rapide exposé de la législation allemande sur la journée de travail, déclare que, contrairement à l'opinion émise par certain délégué, c'est, à ses yeux, la loi qui doit faire l'opinion et non la suivre. Les intéressés ont souvent des opinions préconçues.

Les pouvoirs publics doivent se placer sur un terrain neutre et rechercher ce qui convient le mieux à l'intérêt de la collectivité. Quand ils ont pris un parti sur une solution à adopter, ils doivent l'imposer avec énergie. L'exemple de l'introduction en Prusse de l'impôt sur le revenu est très probant à cet égard. En Angleterre, la limitation du travail des enfants et des femmes s'est heurtée au début à de très vives protestations, elles sont restées vaines et la loi a produit de bons effets.

M. de Philippovich déclare qu'il considère comme impossibles des conventions liant la protection des personnes à celle des marchandises. Son opinion est basée sur l'exemple de l'Autriche et de la Hongrie qui pourtant ont entre elles une Union douanière. Les socialistes ont voulu poser comme condition de la prolongation de l'Union que les lois protectrices de Hongrie correspondissent à celles d'Autriche ; ils n'ont pu réussir.

La discussion de la protection légale était restée jusqu'ici sur le terrain critique et documentaire ; plusieurs orateurs viennent déposer des vœux sur les progrès et réformes désirables. Ces vœux portent principalement sur : la limitation légale de la journée de travail des hommes adultes — sa réduction à 10 heures — la réglementation du travail à domicile — l'interdiction du travail aux femmes accouchées pendant

4 semaines après l'accouchement. Un accueil chaleureux est fait par le Congrès à ces différents vœux qui ne peuvent être soumis au vote, puisque l'art. 9 du règlement ne permet de voter que sur les questions d'ordre intérieur et de règlement. Le président déclare qu'il constatera en quelques mots à la fin de chaque séance l'état d'esprit du Congrès sur les questions à l'ordre du jour. Sur la première question, il constate que la presque unanimité est favorable à la journée de onze heures avec réduction à dix heures dans un délai pas trop long.

II. — La deuxième question portait sur l'Interdiction du travail de nuit.

M. Paul Pic fait l'exposé de la législation française du travail de nuit. Cette étude est reprise pour la législation allemande par le Dr Max Hirsch. Il proteste contre les exceptions et notamment contre la veillée des femmes qui permet dans certains cas des journées de 13 à 14 heures.

Pour les hommes, l'expérience prouve ce que peut l'association. Les ouvriers imprimeurs allemands ont décidé que le travail de nuit leur serait payé de 30 à 50 0/0 de plus que celui de jour et ne pourrait se prolonger après minuit. Ils ont fait triompher leurs revendications.

M. Laporte montre l'inutilité des exceptions à l'interdiction du travail de nuit en France.

Quant à la veillée, c'est l'exigence seule de la clientèle qui la rend nécessaire.

M. de Pourcines signale une fissure à l'interdiction du travail de nuit, c'est la faculté pour le patron de donner à l'ouvrier de l'ouvrage à rapporter le lendemain. Il dépose avec MM. Beaumé et Thierrart un vœu pour l'interdiction de cet abus.

« Tout le monde est d'accord, déclare M. Jay, sur l'interdiction du travail de nuit. Mais il semble que certains considèrent une entente internationale comme indispensable. » Ce n'est pas dit M. Jay, notre opinion ni celle d'un certain nombre de nos collègues. La réglementation du travail est dans l'intérêt de l'industrie elle-même ; « elle lui est favorable en lui donnant des auxiliaires capables d'une production supérieure comme quantité et qualité. S'il y a des périodes difficiles à traverser, qu'on recoure aux droits de douanes, primes, subventions, tous valent mieux que le maintien de conditions du travail destinées à entraîner la dégradation physique et morale d'une partie de la nation ».

M. Keufer, délégué permanent de la fédération des travailleurs du livre, montre qu'il ne suffit pas de légiférer pour aboutir. Il faut que l'éducation sociale intervienne pour empêcher le patron et l'ouvrier de s'entendre en vue de violer la loi. Enfin, il y a un troisième facteur, la clientèle. C'est le plus difficile à saisir. Il faut savoir

résister à ses exigences. Il faut faire son éducation.

Le président clôt le débat en constatant que l'Assemblée est unanime à affirmer son vœu de voir travailler énergiquement et immédiatement à la suppression du travail de nuit, sauf dans les usines à feu continu.

III. — Sur la question de l'inspection, le débat ni les propositions faites n'apportent rien de bien nouveau.

On affirme qu'il est nécessaire de renforcer les pénalités, d'augmenter le nombre des inspecteurs et inspectrices et de leur adjoindre des ouvriers soit en facilitant à ces derniers le concours d'admission, soit en les faisant nommer par les syndicats. On réclame en outre la création d'inspecteurs médicaux.

IV. — La partie capitale du Congrès était la création d'une *Association internationale pour la protection légale des travailleurs*.

On se souvient qu'à la suite du Congrès de Bruxelles, la conception d'un office privé avait triomphé sur celle d'un office public encore en vogue à Zurich. Une commission internationale nommée à Bruxelles avait été chargée d'établir les bases de l'union et le projet de statuts.

M. Mahaim expose au Congrès le but et les principes qui ont guidé la commission dans la

composition des statuts. Le projet d'association présenté par l'orateur à Bruxelles a servi de base au travail de la commission.

Jamais, déclare M. Mahaim, la nécessité d'une union n'a été si vivement sentie. L'ancienne internationale des travailleurs répondait à un besoin de ce genre mais elle était une organisation de combat d'une classe sociale ; « celle que nous fondons sera uniquement une institution sociale ouverte à toutes les classes ». Elle sera utile à la fois à l'homme d'étude et au législateur.

Sans doute et heureusement les lois sociales peuvent être purement nationales, « mais ceux qui veulent le progrès de ces lois ne peuvent s'abstraire du point de vue international ». L'objection de la concurrence internationale « loin de perdre de sa valeur en acquiert chaque jour davantage, à mesure que les relations internationales devenant plus étroites, toutes les industries, les unes après les autres, se sentent menacées par la concurrence étrangère ». On n'y peut répondre que par des arguments de fait. Il faut pouvoir même, en vue d'une loi nationale, « invoquer des arguments irrécusables, péremptoires, non seulement à propos d'une disposition légale mais à propos de son application ». L'Association réalisera ce but par les publications de l'*Office international* et par son bureau de renseignements. Elle poursuivra la

concordance des diverses législations nationales par la préparation des futurs congrès et conférences diplomatiques.

Sans doute, un organe officiel présenterait certains avantages : la convention qui en serait la base lierait les gouvernements d'une manière positive et deviendrait le point de départ d'une série d'accords ; les fonds mis à la disposition d'un tel organe seraient plus considérables. Mais l'inaction des gouvernements prouve qu'il ne faut pas attendre d'eux la solution.

Aussitôt après la lecture des statuts, le baron de Berlepsch, un des doyens de la protection internationale, ancien président de la Conférence de Berlin et ministre d'Etat de l'Allemagne, se lève et déclare y adhérer au nom du groupe allemand. Il propose de donner immédiatement à l'Association un comité international provisoire composé de : M. Scherrer, président ; M. Mahaim, secrétaire général ; MM. Cauwès, Toniolio, de Philippovich et de Berlepsch, membres.

Cette proposition est accueillie à l'unanimité.

Puis les représentants autrichien et belge, MM. de Philippovich et Mahaim, déclarent adhérer aux statuts au nom des comités provisoires de leurs pays. M. Cauwès fait la même déclaration pour la section française déjà constituée. Le représentant de l'Italie promet l'adhésion du

groupe italien. M. Curti tient le même langage au nom des Suisses.

Le représentant de la province de Québec, avec son adhésion personnelle, apporte l'engagement de travailler à gagner ses compatriotes à la cause de l'Association internationale.

Un seul point noir surgit au milieu de l'empressement général et des félicitations réciproques que s'adressent les délégués. Les statuts de la future Association prévoyaient un représentant du Saint-Siège. On a critiqué l'admission de ce représentant, déclare M. Mahaim, mais il n'aura en fait qu'une influence très limitée à côté des représentants de tous les pays. C'est une question de détail pour laquelle il ne faut pas compromettre l'œuvre entière, « le comité international y a vu un gage de succès et l'a accepté à l'unanimité ».

Ces explications ne satisfont pas M. Champy. L'admission d'un représentant du Saint-Siège est, dit-il, impossible, « ce serait contraire à toutes nos idées d'émancipation ».

Une vigoureuse intervention de M. Jay remet la question au point. Bien que catholique convaincu, dit-il, jamais il n'est entré dans son esprit et il répugnerait à sa conscience de faire faire par voie détournée on ne sait quelle « manifestation confessionnelle » à des hommes qui ne partagent pas ses convictions. D'ailleurs, les statuts ont été élaborés ou acceptés en Belgique,

en Allemagne et en France par des comités où les catholiques étaient souvent en minorité. La situation faite au Saint-Siège n'est pas différente de celle faite aux gouvernements. Il ne s'agit donc pas de faire une manifestation catholique, mais de ne pas faire une manifestation anticatholique.

M. Lagardelle, socialiste, déclare se séparer de son camarade Champy : « La question du Saint-Siège n'est pas posée, je demande qu'elle ne soit pas posée... Je savais quand je suis venu ici que j'y trouverais des catholiques. Cela ne m'a pas arrêté. Nous travaillons, en effet, sur un terrain neutre pour le bien de la classe ouvrière. Restons, Messieurs, sur ce terrain, je vous en conjure. La trêve de Dieu a été faite au Congrès de Zurich. Maintenons-la ».

M. Keufer, tout en se réclamant du positivisme, estime que la présence d'un représentant du Saint-Siège ne portera aucune atteinte aux convictions des non-catholiques qui resteront toujours libres de discuter et de défendre leur idéal.

Sur la proposition du président, les statuts sont votés en bloc à l'unanimité moins une voix. L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs était fondée.

CHAPITRE VII

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS ET L'OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL

§ 1. — *Organisation de l'Association* (1).

Le siège de l'*Association* est en Suisse ; elle est ouverte à tous ceux qui considèrent comme nécessaire la législation protectrice des travailleurs. La législation internationale, loin d'être le but unique de l'*Association*, n'est considérée par elle que comme un des moyens de développer la protection des travailleurs.

Les *sections nationales* se composent de 50 membres au moins, chacune payant une cotisation de mille francs. Elles peuvent avoir, en

(1) P. Pic, Congrès international et Association internationale pour la protection légale. *Revue d'économie politique*, 1901, p. 689. — A. Lichtenberger, *L'Association internationale et sa section française*, Paris, 1904. — J. P. Armand Hahn, « L'Association internationale », *Annales des sciences politiques*, 1905, p. 156 et suiv.

plus du programme international commun, un programme national à leur gré.

Les délégués des sections se réunissent à époques déterminées en assemblées internationales qui fixent le programme d'études de l'office et des sections.

Le but de l'Association est ainsi défini par l'article 2 des statuts :

1° Avant tout de servir de lien entre les adhérents par l'Organe d'un Office international privé du travail chargé de publier en français, en allemand et en anglais un recueil périodique de la législation du travail contenant :

a) Le texte ou le résumé de toutes les lois, règlements ou arrêts en vigueur relatifs à la protection des ouvriers en général et notamment au travail des enfants et des femmes, à la limitation des heures de travail des ouvriers mâles et adultes, au repos du dimanche, aux repos périodiques et aux industries dangereuses ;

b) Un exposé historique relatif à ces lois et règlements ;

c) Un résumé des rapports et documents officiels contenant l'interprétation et l'exécution de ces lois et arrêtés.

2° De faciliter l'étude de la législation du travail dans les divers pays et en particulier de fournir à ses membres des renseignements sur les législations en vigueur et leur application dans les différents Etats ;

3° De favoriser, par la préparation de mémoires ou autrement, l'étude de la question de la concordance de ces diverses législations protectrices des ouvriers, ainsi que celle d'une statistique internationale du travail ;

4° *De provoquer la réunion de Congrès internationaux de législation du travail.*

Il fallait favoriser la constitution des sections nationales afin de donner à l'Association une base très large dans chaque pays, c'est pourquoi chacune d'elles a une part dans la direction de l'Association par l'élection des membres du Comité. La contribution annuelle minima a été fixée à forfait à 1.000 francs afin de pousser la section à grouper plus de 100 membres en lui laissant alors la faculté d'abaisser sa cotisation autant qu'elle voudra. L'approbation des statuts des sections par le Comité a paru une garantie nécessaire de la neutralité de l'Association vis-à-vis des partis politiques (1).

Grâce à l'appui du gouvernement fédéral qui donna une subvention de 8.000 francs et grâce à la générosité de la ville de Bâle qui mit des locaux au service de l'Association, l'*Office* put fonctionner dès le 1^{er} mai 1901.

Les sections nationales n'avaient pas tardé non plus à s'organiser, il en existait déjà huit en 1901. Autour de MM. Cauwès et Jay s'étaient groupés en France des membres de tous les partis : MM. Barthou, Briat, Keufer, Lagardelle, l'abbé Lemire, Millerand, de Mun, etc... En Allemagne, la section, sous le nom de « Société pour la Réforme sociale », recruta rapide-

(1) V. Rapport de M. Mahaim au Congrès de 1900.

ment 600 membres de toutes nuances, sauf des social-démocrates. En Italie, aux Pays-Bas, en Suisse, les groupements se formèrent rapidement sans grandes difficultés. Il n'en fut pas de même en Autriche où les prescriptions légales interdisaient aux sociétés les relations internationales ; d'ailleurs, les luttes politiques très âpres qui s'élevaient alors en ce pays gênèrent pendant un certain temps la formation de la section. Le groupe belge admet des membres souscripteurs ne jouissant pas du droit de délibération. Les sections allemande et autrichienne joignent au programme de l'*Association* un programme national distinct.

§ 2. — *Assemblée constitutive, Bâle, 1901* (1).

L'Assemblée constitutive avait deux tâches importantes à remplir : d'une part, examiner et approuver s'il y avait lieu les statuts des sections nationales, d'autre part, déterminer exactement les travaux qu'allait entreprendre l'Office international.

Le travail fut donc divisé entre deux commissions.

(1) *Publication de l'Association internationale*, n° 1, Rapports et compte-rendu de l'Assemblée constitutive, Paris, 1901. — V. Brants, « L'Office international du travail et la conférence de Bâle », 1901, *Revue sociale catholique*, novembre 1901.

I. — L'examen des statuts par la première Commission ne donna lieu à aucune difficulté. On adopta le principe de respecter autant que possible la liberté des sections et le contrôle de la Commission se borna à ce qui intéresse les rapports des sections et de l'Association.

Les statuts de la section suisse brillent par leur concision — une concision telle, dit le rapporteur, qu'on n'a pu voir quel était le taux de la cotisation de ses membres ni quel était le mode d'élection des représentants de la section au sein du Comité. — Cela s'explique par la date à laquelle ils furent rédigés, la section suisse s'étant constituée avant l'Association internationale.

Quant aux statuts de la section italienne, ils existent, affirment ses membres, mais, étant encore à l'état de manuscrit, ils sont une rareté et n'ont pu être soumis à la commission.

L'Italie et la Suisse sont donc invitées à faire approuver leurs statuts à la prochaine Assemblée. Tous les autres statuts sont approuvés.

La même Commission avait encore à examiner la question des articles 7 et 14 du règlement de l'Association, question soulevée par M. Jay et se rapportant au nombre de délégués que les sections avaient le droit d'envoyer à l'Assemblée. Pour avoir plus de 6 délégués, fallait-il, appliquant cumulativement les 2 articles, que la section comprît plus de 50 membres et payât

plus de mille francs, ou bien, au contraire, comme le comprirent les Allemands, suffisait-il de remplir l'une de ces deux conditions ? D'après M. Mahaim, auteur du projet et rapporteur de la commission, le doute n'est pas possible, il faut combiner les deux articles. La section allemande reconnut son erreur sans difficulté et paya le supplément de cotisation équivalent au nombre de ses délégués. D'ailleurs, le bureau de l'Association fut chargé de remanier les articles 7 et 14 pour les faire concorder et au besoin modifier leurs prescriptions.

Une troisième question avait été attribuée à la première Commission, c'était la proposition de M. Carroll Wright, chef des bureaux de travail des Etats-Unis, tendant à former l'Association américaine d'un délégué de chaque Etat — c'était en fait rendre impossible la formation d'une section privée. — Le rapporteur dit qu'il est impossible d'admettre cette proposition, car beaucoup d'Etats pourraient faire la même demande. Afin de ménager toutes les chances de conciliation avec la puissante association des chefs de bureaux de travail des Etats-Unis, on décide après une longue discussion de laisser le Bureau chercher directement un terrain d'entente :

II. — La deuxième Commission était chargée d'une mission très délicate : fixer les travaux

que l'Office international allait entreprendre. Il fallait tenir compte de l'urgence des questions et proportionner les charges de l'Office à ses ressources. On décida d'entreprendre graduellement, à mesure que le permettront les disponibilités :

a) *Des négociations avec la Belgique pour la publication et la distribution de son annuaire de législation du travail.*

b) *La publication d'un bulletin comprenant :*

1° *Le titre et l'objet des lois protectrices du travail dans chaque pays avec indication des sources où on peut trouver le texte complet ;*

2° *Le tableau des travaux parlementaires relatifs à la législation protectrice du travail dans les différents pays ;*

3° *Les résolutions des Congrès, spécialement des congrès corporatifs nationaux et internationaux, relatives à la protection du travail ;*

4° *Suivant les ressources, le texte et l'analyse des lois et règlements nouvellement promulgués ;*

5° *La bibliographie des publications officielles et des publications privées d'ordre documentaire sur la protection et la statistique, avec le titre, le contenu, le prix, le nom du libraire.*

c) *Des recherches sur l'étendue actuelle et les effets du travail de nuit des femmes dans les différents pays ainsi que les résultats obtenus dans les industries où le travail des femmes a été supprimé. Le rapport fera ressortir les différences existantes dans la définition des heures de nuit dans les différents pays et les conséquences qui en résultent.*

d) *L'établissement d'un cadre uniforme pour la statistique des accidents du travail dans les divers pays.*

e) *Des recherches comparées sur le degré d'insalubrité et la législation actuelle des industries insalubres et spécialement : 1° sur celles qui fabriquent ou emploient les couleurs de plomb ; 2° sur celles qui fabriquent ou emploient le phosphore blanc.*

f) *Des recherches comparées sur la législation des différents pays concernant l'assurance accidents et l'assurance maladies et la responsabilité civile visant les personnes qui travaillent dans un pays autre que celui du domicile de leur famille.*

M. Fontaine, rapporteur de la 2^e Commission, critique la confusion que semble établir le rapport de M. Bauer, entre le but de l'*Association* et celui de l'*Office*. Il doit être bien entendu que l'*Office* poursuivra un but exclusivement scientifique, tandis que l'*Association* visera surtout la propagande. La séparation entre les deux organes sera absolument nette.

On décide en outre qu'en principe, les renseignements concernant la protection de l'ouvrier seront fournis gratuitement par l'*Office* aux gouvernements ou aux particuliers qui feront partie de l'une des sections nationales.

Les sections devront encourager et faciliter les relations de l'*Office* avec les associations ouvrières et les associations patronales, fournir à l'*Office* les adresses de ces associations, leur demander d'envoyer leurs publications à l'*Office*.

Les recherches sur le travail de nuit des femmes, sur les accidents du travail, sur les in-

dustries insalubres et, si possible, sur les assurances sociales, serviront de base à la prochaine réunion de l'*Association* à Cologne en septembre 1902.

Comme on le voit, on a dû renoncer à imposer à l'Office la publication totale de la législation protectrice en vigueur dans les différents pays. M. de Berlepsch, se basant sur le devis de M. Bauer, a convaincu la Commission de l'impossibilité absolue d'entreprendre cette œuvre colossale (1).

La suppression du travail de nuit des femmes a été choisie avant toute autre question pour servir de base à la prochaine réunion de l'*Association* comme étant la plus importante et la plus urgente. Elle a paru en outre la plus facile à résoudre.

La question des assurances, soulevée par un amendement de M. Feigenwinter, causa dans l'Assemblée une longue discussion. Le Dr Max Hirsch prétendait que les assurances sociales ne rentraient pas dans les attributions de l'*Association*. M. Jay repoussait cette interprétation tendant à prendre le terme de « législation protectrice » au sens restreint : « Il doit être établi, disait-il, que les assurances ouvrières rentrent

(1) Assemblée constitutive de Bâle, 1901 (Publication de l'*Association internationale*, n° 1), p. 100 et suiv.

dans le programme de l'Association ». M. Fontaine acceptait le principe mais voulait que l'on commençât par la protection légale.

M. Feigenwinter montre l'importance de sa proposition : « l'ouvrier à qui il arrive un accident dans un pays autre que le sien n'est pas traité de la même façon que l'ouvrier victime d'un accident dans le lieu même où il habite. Une entente internationale peut seule régler cet état de chose ».

M. de Philippovich, tout en reconnaissant l'intérêt de la question, lui oppose le fait que des négociations se poursuivent actuellement sur ce point entre certains gouvernements. D'ailleurs, on a déjà surchargé le bureau.

Mais M. Brentano, reprenant la question de principe, rappelle qu'au Congrès de Bruxelles il fut entendu qu'on laisserait de côté les assurances parce que cette question avait été traitée peu de temps auparavant par le Congrès pour les assurances sociales qui continuait à s'en occuper. M. Jay fait remarquer que le but poursuivi par ce dernier Congrès et sa composition même sont très différents du but et de la composition de l'*Association internationale*. M. de Berlepsch ajoute que seules les résolutions du Congrès de Paris sont concluantes pour déterminer les bases de l'activité de l'Association ; or, M. Mahaim y a dit que les assurances sociales rentrent dans cette activité mais que la protec-

tion légale proprement dite doit passer avant. Ici, il doit en être de même.

L'Assemblée, on l'a vu, se rangea à cette dernière interprétation.

Sur la question des industries insalubres, le seul point délicat était de déterminer à quelles industries se bornaient les études de l'Office international. Diverses extensions étaient proposées par MM. de Berlepsch, Laporte, Dubois. Finalement, on tombe d'accord sur ce point : les industries de la céruse et du phosphore blanc doivent être spécialement mais non uniquement visées.

§ 3. — *Deuxième Assemblée, Cologne,
26-27 septembre 1902 (1).*

Le rapport du président Scherrer à la deuxième Assemblée fait connaître le développement qu'ont pris l'Association et les sections et expose les travaux qu'elles ont accomplis.

Dans toutes les sections, le nombre des membres a augmenté sensiblement. Le nombre total des adhérents s'élève à 2.273, dont 1.000 pour l'Allemagne, 252 pour l'Autriche, 134 pour la France, etc... Cependant les efforts faits pour créer de nouvelles sections n'ont pas abouti. En

(1) Publication de l'*Association internationale*, n° 2, rapport et compte-rendu.

Angleterre, les tentatives du bureau de l'Association et du président de la section allemande n'ont atteint qu'un résultat : « d'excellentes et utiles relations ont été acquises à l'Association ».

Le Luxembourg est un pays trop petit pour fonder une section, mais ses nationaux ont l'intention de former un groupe luxembourgeois de la section allemande au point de vue particulier de l'union douanière luxembourgeoise allemande. Les mêmes rapports s'établiraient entre une section argentine et la section italienne. En ce qui concerne les Etats-Unis, les démarches réclamées dans l'assemblée constitutive ont été faites auprès de M. Wright qui s'est efforcé de gagner à l'Association des membres directs, dans l'intention, conformément à l'art. 7 des statuts, de former un groupe national de 50 personnes pouvant choisir 7 délégués pour le comité international. Il a déjà gagné 15 membres directs et a obtenu de son gouvernement une subvention de 1.000 francs.

Les questions étudiées par les sections depuis la première assemblée sont aussi nombreuses que variées, mais partout on s'est attaqué aux problèmes de la suppression du travail de nuit des femmes et des industries insalubres.

Ces deux questions occuperont à elles seules presque toutes les séances de Cologne. On proposait d'y joindre celle du travail de nuit des enfants ; mais M. de Berlepsch, dans l'intérêt

d'une prompte exécution, fait repousser ce surcroît de travail.

I. — M. Brants, rapporteur pour le *travail de nuit des femmes* expose le projet de la Commission. Ce projet, dit-il, n'est ni complet, ni définitif et cela pour une raison pratique : « Nous n'avons pas pour but de faire une déclaration grandiose et platonique, mais d'arriver à une résolution pratique qui soit de nature à rencontrer dans les chancelleries autre chose qu'une déférence qui pourrait n'être que courtoise. Il nous faut des résultats qui se traduisent par des lois. » Il ajoute : « Il y a, il est vrai, beaucoup de congrès qui font de beaux gestes, mais nous voulons faire quelque chose de réalisable ». C'est pourquoi on a établi une distinction entre la question de principe et la question des exceptions. « Nous voulons l'abolition du travail de nuit des femmes, mais pour y parvenir nous voulons marcher par les chemins et non traverser les murs. » Une commission sera donc chargée d'étudier au point de vue pratique la possibilité de supprimer les exceptions qui existent dans presque toutes les législations. — Seuls la Suisse et les Pays-Bas ont interdit le travail de nuit aux femmes dans l'industrie d'une manière absolue, et, dans ces deux pays mêmes, le travail à domicile, comme partout ailleurs, échappe à la réglementation. — Cette commission

spéciale ne sera pas, comme on l'a insinué, un enterrement, car elle aura un mandat déterminé de façon précise.

M. Reichesberg, co-rapporteur, dit que la commission s'est placée avant tout au point de vue de la protection des générations futures. Les conditions locales, a-t-on dit, rendraient, dans certains pays, le travail de nuit des femmes indispensable ; — les documents ont manqué à la commission pour se prononcer sur ce point. On a invoqué encore contre la mesure projetée, la nature de l'exploitation ; — l'objection n'est pas décisive, on augmentera au besoin le nombre des ouvriers, les caprices de la mode doivent passer après la santé des travailleurs. L'exemple de la Suisse où l'interdiction du travail de nuit des femme est absolue prouve la possibilité de cette mesure.

M. Jay demande si la commission va recommencer l'enquête qu'ont poursuivie depuis un an les sections nationales et si elle va présenter dans deux ans un rapport qui ne sera que le résumé, la confirmation des rapports actuels. Ou bien, au contraire, va-t-elle avoir un rôle *actif*, un rôle *d'exécution*, de *réalisation pratique* : « rechercher par quels moyens il est possible d'agir sur les gouvernements pour les amener à améliorer prochainement, immédiatement s'il est possible, leur législation sur le travail de nuit des femmes ». De ces deux con-

ceptions, dit M. Jay, la seconde seule est acceptable.

M. Brants répond que tel sera en effet le but de la Commission.

M. Jay montrant ensuite que tout le monde est d'accord sur les inconvénients physiques et moraux du travail de nuit des femmes, que, d'autre part, l'exemple de la Suisse et des Pays-Bas est décisif, conclut qu'il faut donner à la Commission le mandat d'examiner « comment » elle réalisera son but et supprimer le mot « si » dans la phrase : « éventuellement, d'examiner si et comment les exceptions qui existent encore à cette interdiction pourraient être progressivement supprimées ».

Ce « si » et ce « comment » ont amené de longues discussions entre un grand nombre d'orateurs. Finalement on adopte la rédaction suivante : (1)

Résolution 1. — «... *Le Comité international charge une Commission de rechercher les moyens d'introduire cette interdiction générale et d'examiner comment les exceptions qui existent encore à cette interdiction pourraient être progressivement supprimées. Cette Commission déposera son rapport dans les deux ans. Chaque section nationale a le droit d'élire deux délégués à cette Commission. La Commission devra appeler en consultation des personnes compétentes choisies dans les milieux ouvriers et patronaux. Les*

(1) *Bulletin de l'Office international du travail*, 1902, p. 560.

gouvernements seront informés en temps utile des réunions de la Commission afin qu'ils puissent s'y faire représenter. »

II. — Nous l'avons vu, l'Assemblée constituante avait mis à l'étude immédiatement après la question du *travail de nuit des femmes*, celle des *poisons industriels*.

Des rapports qu'ont fournis les sections sur les industries du phosphore blanc et les industries du plomb, M. Kaup, le rapporteur de l'assemblée de Cologne, tire d'importantes conclusions :

L'emploi du *phosphore blanc* dans l'industrie des allumettes n'a plus qu'un intérêt relatif dans beaucoup d'Etats. La Suisse, le Danemark, la Suède, la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Roumanie l'ont interdit. L'Allemagne qui s'est contentée de le réglementer a vu, malgré ses prescriptions très rigoureuses et très précises, la nécrose maxillaire augmenter. De 1890 à 1900, l'Allemagne, l'Autriche et la Grande-Bretagne présentent un total de 400 cas de nécrose caractérisée, sans compter le phosphorisme professionnel.

Sur les *couleurs de plomb* les rapports les plus complets viennent de France, d'Angleterre et d'Autriche. Le rapport français signale l'énorme usage fait du plomb et des préparations à base de plomb dans les industries les plus diverses (129.384 établissements occupant

1.384.381 personnes). En Angleterre, le nombre des établissements est estimé à 12.345 occupant 272.980 ouvriers. Les maladies professionnelles sont fréquentes dans ces industries, elles produisent une incapacité de travail souvent longue, parfois définitive. Le défaut de statistique précise empêche d'étudier exactement la fréquence des accidents. Or, l'emploi du plomb et de ses dérivés pourrait être sensiblement réduit. La céruse notamment, n'est pas indispensable pour les travaux des peintres en bâtiments et en voitures, on peut la remplacer par le lithopone, le blanc fixe et le blanc de zinc. En France, l'emploi du blanc de céruse est déjà depuis longtemps interdit pour tous les travaux exécutés pour le compte d'administrations publiques et en Allemagne cette interdiction est projetée

Des motions présentées pour la réglementation d'autres poisons industriels sont rejetées afin de ne pas surcharger le programme. La proposition d'établir une statistique des accidents du travail est repoussée pour la même raison. On adopte ensuite la 2^e résolution ainsi conçue :

Résolution 2. — *Les dangers que présentent pour la santé des ouvriers la manipulation et l'emploi du phosphore blanc et du plomb étant particulièrement graves, il est urgent d'instituer une Commission chargée de rechercher les voies et moyens aptes à les faire disparaître, à amener par entente internationale la*

prohibition du phosphore blanc et de supprimer dans la mesure du possible, l'emploi du blanc de céruse.

Cette mission est confiée à la Commission chargée de rapporter sur le travail de nuit des femmes.

Le Comité international fera immédiatement, par l'entremise de son bureau, des démarches auprès des gouvernements et des autorités communales pour que l'emploi de la céruse soit interdit dans les travaux de l'Etat, des villes et des communes.

Commission spéciale (1). — Les 10 et 11 sept. 1903 se réunit à Bâle la Commission nommée par l'Assemblée de Cologne pour trouver une solution pratique aux questions du phosphore blanc, du plomb et du travail de nuit des femmes.

En ce qui concerne l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes, la Commission charge le bureau de demander au Conseil fédéral de réunir une conférence internationale. Cette conférence aura pour but l'interdiction par voie de convention internationale de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. Un mémoire sur la question sera adressé avant le 1^{er} mars 1904 aux différents gouvernements.

La question du plomb, ne soulevant aucune difficulté sérieuse de concurrence internationale, sera réglée par voie nationale. Le bureau et les sections devront poursuivre énergiquement

(1) Publication de *l'Association internationale*, n° 3, rapports et compte-rendu de la 3^e Assemblée.

dans chaque pays l'interdiction de la céruse dans les travaux de peinture publics et privés. Les sections devront adresser au bureau, avant le 1^{er} mars 1904, un rapport sur leurs démarches auprès des gouvernements à ce sujet.

Elles devront en outre demander à leurs gouvernements : 1° des enquêtes pour éclaircir entièrement l'état de choses actuel ; 2° que, si, malgré les recherches faites pour trouver des succédanés inoffensifs du plomb, l'interdiction du plomb semble l'impossible, des mesures spéciales et rigoureuses soient prises pour éliminer ou atténuer les dangers dans les industries qui fabriquent ou emploient le plomb et ses composés.

Enfin la Commission décide de mettre la question du plomb dans son ensemble à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée.

Pour l'interdiction du travail de nuit, comme pour le phosphore, on recourra à une conférence internationale précédée d'un mémoire explicatif aux puissances. Le repos assuré aux ouvrières sera de 12 heures consécutives du soir au matin. Là où l'introduction immédiate du repos de nuit présentera des difficultés, on pourra, pendant une période transitoire, fixer à 10 heures la durée du repos nocturne. Des dispenses sont en outre prévues pour les cas d'accidents et dans les industries employant des produits susceptibles d'altération très rapide. Les industries

saisonnnières trouveront dans la disposition transitoire qui fixe à 10 heures la durée du grand repos de nuit les heures supplémentaires dont elles ont besoin dans l'état actuel de leur organisation.

La Commission réclamait en outre une enquête sur l'influence que la législation protectrice des travailleurs actuelle exerce sur le travail à domicile.

§ 4. — *Troisième Assemblée, Bâle, 26-28 septembre 1904 (1).*

On avait reconnu qu'il était plus pratique et moins dispendieux de ne pas éloigner les Assemblées du siège de l'Association, ce fut donc à Bâle que se tint, les 26, 27 et 28 septembre 1904, la 3^e Assemblée.

Le bureau de l'Association, conformément à la décision de la Commission spéciale, avait fait demander au gouvernement suisse de prendre l'initiative de la convocation d'une conférence diplomatique internationale. Le 1^{er} mars 1904, le Bureau avait en outre adressé à 41 gouvernements des mémoires sur l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes et sur l'interdiction du travail de nuit des femmes.

(1) Publication de *l'Association internationale*, n° 3, rapports et compte-rendu de la 3^e Assemblée, Paris, 1905.

Ces mémoires, élaborés par une sous-Commission composée de MM. Millerand, de Berlepsch, Soderini, Kerdijk, furent accompagnés d'une lettre explicative (1).

Dès l'ouverture de l'Assemblée, le président annonce deux événements heureux : la signature de la convention franco-italienne du 15 avril 1904 et la convocation par le Conseil fédéral d'une conférence internationale pour 1905. A ces résultats acquis s'ajoute une espérance : celle de voir se fonder prochainement une section anglaise et une section roumaine. Afin de hâter la formation de la section anglaise, un généreux donateur qui désire rester inconnu a fait don à l'Association d'une somme de 500 francs. En revanche, les efforts faits pour fonder une section aux Etats-Unis se heurtent à de grandes difficultés, parce que les Etats sont indépendants du gouvernement fédéral pour la législation sociale.

Une autre question d'ordre intérieur préoccupa gravement l'Assemblée, c'est la question financière, « goutte amère qui tombe dans notre joie », dit le rapporteur, M. Francke. Pour remédier à cet état de choses, diverses propositions ont été faites, entre autres celle de M. Schurmann qui avait pour but : 1° la no-

(1) Publication de *l'Association internationale*, n° 4. Deux mémoires aux gouvernements, Paris, 1902.

mination d'une Commission permanente chargée de surveiller la gestion des fonds ; 2° la suppression de l'étude des questions relatives aux assurances sociales jusqu'au relèvement de la situation financière. M. Jay, se plaçant tant au point de vue du prestige de l'Association qu'au point de vue financier, demandait la création d'un Comité permanent de propagande ayant pour but d'amener la formation de nouvelles sections.

En ce qui concerne la question du plomb, l'activité de l'Association a déjà obtenu d'heureux résultats qu'expose le secrétaire :

L'Autriche et les Pays-Bas ont entrepris des enquêtes officielles sur la fréquence des intoxications saturnines. En Allemagne et en Belgique, des projets de règlement ont été déposés. En Suisse, l'administration fédérale et celles des 4 cantons ont interdit l'emploi du blanc de céruse pour les travaux publics. Enfin, des donateurs anonymes ont mis à la disposition de l'Association une somme de 25.000 marks (environ 31.250 francs) pour fonder 4 séries de prix destinés aux ouvrages présentant un procédé hygiénique, technique et économique pour éviter les dangers du plomb : — 1° dans les fonderies de plomb ; — 2° dans les emplois chimiques du plomb ; — 3° dans les fonderies de caractères d'imprimerie et ateliers typographiques ; —

4° dans le badigeonnage, la peinture en bâtiments et le vernissage (1).

Sur le travail de nuit des jeunes ouvriers, le secrétaire général terminait son rapport en concluant à ce que les sections, après discussion du compte-rendu de l'Office international sur la question, élaborassent, avant le 1^{er} janvier 1905, des rapports qu'elles transmettaient au bureau pour la rédaction d'un mémoire.

M. Fontaine objecte que ce mémoire ne pourra être rédigé assez tôt pour être présenté à la conférence de Berne. M. Keufer rappelle qu'il a fallu quatre ans pour vaincre les nombreuses difficultés de la suppression du travail de nuit des femmes ; il faudra donc au moins deux ans pour la protection des jeunes ouvriers.

Le président et M. Jay voudraient qu'on renvoyât toute la question à la Commission spéciale. M. Brants, au contraire, est d'avis qu'il faut, comme pour le travail de nuit des femmes, donner à la Commission une direction, « un leitmotiv ».

M. l'abbé Lemire propose que dès maintenant le travail des adolescents ne soit pas considéré comme devant être proposé à la Conférence.

C'est M. Millerand qui clôt le débat : « Il est incontestable, dit-il, que ce n'est pas à nous qu'il appartient de fixer le programme de la

(1) Le *Bulletin de l'Inspection du travail* (1906, n° 5 et 6, p. 417) a publié les résultats du concours.

conférence internationale. Il n'en est pas moins vrai que c'est nous qui avons mis en route l'idée d'une conférence internationale. Or, il serait dangereux après avoir, il y a un an, proposé un programme en deux articles, de prendre l'initiative d'ajouter une troisième question, si intéressante, d'ailleurs, qu'elle puisse être, au programme de la Conférence ».

Les résolutions de la 3^e Assemblée sont groupées sous 7 chefs ; en voici les principales dispositions :

I. — Ce sont d'abord des remerciements au Conseil fédéral pour sa convocation à une conférence internationale et des félicitations à la France et à la Suisse pour leur traité.

II. — Une Commission spéciale est ensuite organisée pour faciliter la fondation des sections et agir sur la presse. Les sections présenteront à chaque Assemblée un rapport sur leur propagande.

III. — Pour remédier à l'état des finances, les sections se chargeront de l'impression de leurs rapports dont elles fourniront 115 exemplaires au Bureau. Celles qui n'ont pas encore obtenu de leur gouvernement une subvention pour l'Association devront faire des démarches afin d'avoir des fonds annuels assurés.

...L'Assemblée prie, en outre, les représentants des gouvernements présents d'informer leurs gouvernements respectifs de la situation financière de l'Association, afin de faciliter une amélioration avec ou sans entente préalable et pour qu'ils augmentent leurs subventions régulières.

IV. — *Lutte contre les dangers d'intoxication professionnelle :*

A. — Plomb et composés du plomb.

1° La question du plomb doit être étudiée séparément pour chaque groupe d'industries d'une certaine importance fabriquant ou employant du plomb... par des enquêtes nouvelles s'il en est besoin, afin qu'on puisse édicter pour chacune de ces industries les prescriptions spéciales nécessaires, ou même prohiber certains emplois du plomb ou de ses composés.

Une Commission sera chargée d'étudier, d'après ce principe de séparation, les divers groupes d'industries dangereuses, de tirer des conclusions pratiques de ces études et, le cas échéant, de dresser des types de règlements.

2° Suppression de la céruse dans la peinture et dans toute industrie où existent des substances de remplacement.

B. — Poisons industriels.

a) Le bureau est chargé de faire adopter, par le procédé qui lui paraîtra le plus convenable, les principes fondamentaux suivants :

1° Obligation pour les médecins traitants et les hôpitaux de porter à la connaissance des autorités compétentes les cas d'empoisonnement par des poisons industriels déterminés par des règlements administratifs.

2° Dans les cas où la loi imposerait des médecins d'établissement, il importe qu'ils soient absolument indépendants des patrons.

3° Les établissements fabriquant ou employant les produits en question devront être déclarés par les patrons.

4° Des enquêtes de morbidité spéciales seront faites par les Caisses de maladies et sociétés de secours mutuels et seront communiquées aux inspecteurs.

5° Favoriser dans les écoles de médecine l'étude des poisons industriels.

6° Créer des médecins inspecteurs industriels.

7° Il y a lieu, dans chaque industrie dangereuse, de régler la durée du travail journalier en tenant compte du degré de toxicité des poisons industriels.

b) Une Commission d'experts sera chargée par le bureau de dresser et tenir à jour une

liste des poisons industriels classés par gravité.

V. — *Travail de nuit des jeunes gens.*

L'Association sans préjuger du programme de la Conférence internationale et considérant l'urgence de la suppression du travail de nuit des jeunes ouvriers, invite son bureau à saisir les sections de cette question et à la mettre à son ordre du jour pour la prochaine réunion de l'Association.

Le Bureau est autorisé à en confier aussi l'étude à une Commission et à inviter les Sections à y désigner leurs délégués.

(Suit un projet de questionnaire pour les Sections).

VI. — *Travail a domicile.*

Les sections sont invitées à ouvrir une enquête sur les deux points suivants :

a) Quelle a été l'influence de la législation protectrice du travail sur le développement du travail à domicile en ce qui concerne spécialement les femmes et les jeunes ouvriers ?

b) Quels sont les principaux abus résultant, soit de l'absence, soit de l'insuffisance de réglementation de ce mode de travail tant au point de vue de la durée du travail de ces catégories de travailleurs que de l'hygiène et de la sécurité des locaux de travail ?

VII. — *La limitation de la journée de travail des employés et ouvriers du commerce et de l'industrie sera mise à l'étude dans les sections.*

VIII. — *Assurances sociales.*

1° Pour les droits garantis à l'ouvrier et à ses ayants cause par les législations d'assurance et de responsabilité professionnelle, il n'y a lieu d'établir aucune différence entre les bénéficiaires à raison de la nationalité, de leur domicile ou de leur résidence. Est applicable la loi du lieu de l'entreprise pour laquelle travaille l'ouvrier.

2° Les sections nationales devront, avant la prochaine Assemblée générale, fournir au bureau de l'Association un rapport sur les voies et moyens d'application de ce principe dans l'intérieur de chaque pays et dans les relations internationales au double point de vue de la responsabilité civile et de l'organisation de l'assurance.

§ 5. — *Quatrième Assemblée, Genève, 27
au 29 septembre 1906.*

A la 4^e Assemblée douze pays étaient représentés, le Saint-Siège y avait un délégué officieux. Les Commissions se formèrent dès la première séance et le travail de la plupart d'entre elles était terminé le soir même du premier

jour, en sorte que leurs conclusions purent être discutées dès le lendemain. Il faut dire que des rapports spéciaux avaient déjà été rédigés dans chacune des sections nationales et envoyés à l'avance à tous les membres de l'Association. Pour faciliter le travail les rapporteurs des Commissions avaient été choisis parmi les rapporteurs des sections nationales.

I. — La première Commission chargée des *programmes de l'Association de l'Office* et des statuts des nouvelles sections, vote d'abord des remerciements aux gouvernements signataires de la Conférence de Berne et des félicitations au Conseil fédéral. Un des délégués demandait que l'on exprimât le regret que certains Etats n'eussent pas cru devoir adhérer à cette convention. Cette résolution parut impolitique et d'une opportunité contestable, un délégué belge fit observer qu'elle produirait dans son pays, spécialement visé, une très mauvaise impression. On adopte en revanche le vœu de M. Keufer : « que les sections qui n'ont pas signé à Berne la convention prohibant le phosphore blanc se joignent à celles qui l'ont fait ». Les sections sont invitées à agir en ce sens.

On vote ensuite d'autres résolutions d'ordre purement intérieur. L'une d'elles invite les sections à fournir au bureau des renseignements sur les mesures édictées dans chaque pays pour

assurer l'exécution de la législation du travail. Des rapports sont aussi demandés aux sections sur les conditions du travail industriel des enfants, sur l'apprentissage et les mesures légales protégeant les enfants dans l'industrie.

II. — La deuxième Commission chargée des *poisons industriels* vota 4 résolutions :

La 1^{re} résolution invite le bureau à faire désigner au plus tôt, par les sections nationales, des spécialistes chargés de faire des enquêtes et de préparer avant le 1^{er} janvier 1908 des rapports sur les meilleurs moyens de combattre le saturnisme dans la fabrication des couleurs plombiques, dans les industries céramiques et polygraphiques. Ces rapports seront adressés au Bureau international qui désignera 3 experts de nationalités différentes chargés du rapport définitif.

La 2^e résolution invite les sections à présenter avant le 1^{er} mars 1908 des rapports sur l'interdiction des couleurs de plomb, sur l'origine, l'étendue et les résultats de cette interdiction.

3^e résolution. — Le bureau est invité à désigner une Commission de trois experts de nationalités différentes, chargés d'élaborer par ordre de gravité la liste des poisons industriels.

III. — La troisième Commission avait à étu-

dier la question du *travail de nuit des jeunes ouvriers*. Elle décide l'interdiction générale jusqu'à 18 ans. Cette interdiction doit être absolue jusqu'à 14 ans. Restait à régler la question des exceptions. On admet sans difficultés celles qui résultent de la force majeure ou des circonstances exceptionnelles et celles qu'entraîne l'emploi de matières susceptibles d'altération rapide. Mais le débat devient très vif sur l'exception visant certaines usines à feu continu (verreries et usines métallurgiques). Par 5 voix contre 4 la Commission repousse l'exception.

A quelles catégories d'établissements s'appliquera l'interdiction? La Commission répond : à tous les établissements industriels occupant plus de 10 ouvriers (c'est la base qu'on avait admis à Berne pour le travail de nuit des femmes. Pour raison d'hygiène ou à cause de la nature pénible des travaux, l'interdiction pourra être étendue à d'autres établissements par règlement d'administration publique.

L'interdiction du travail de nuit est en outre votée pour tous les magasins, comptoirs et bureaux dépendant d'entreprises commerciales et industrielles quelque soit le nombre des employés. La durée du repos de nuit est réglée conformément aux principes adoptés à Berne et des mesures transitoires sont tolérées.

Dans le débat public, M. Jay et M. Millerand

obtiennent que l'interdiction du travail de nuit soit étendue à tous les établissements industriels, sans distinction du nombre des ouvriers. Comme au sein de la Commission, la discussion redevient très vive sur l'exception concernant les usines à feu continu. M. Fontaine déclare que, si cette exception ne paraît pas nécessaire dans la verrerie, au contraire, dans la métallurgie, la suppression des « gamins » serait difficile. Les gamins sont attachés à une équipe travaillant une semaine le jour, une semaine la nuit. Si on supprime pour eux le travail de nuit, on obligera les ouvriers qui les remplaceront à travailler constamment la nuit, solution inhumaine, inadmissible. D'autre part, si les équipes continuent à alterner, plus de gamins, plus d'apprentissage.

M. Jay et l'abbé Lemire déclarent vouloir se baser avant tout sur des considérations d'humanité. Nulle part le travail de nuit n'est aussi malsain que dans les verreries et les hauts fourneaux. Les délégués danois et suisses ont déclaré que dans leur pays le travail de nuit des enfants a été partout supprimé, cette solution n'est donc pas impossible. M. Fontaine répond qu'il n'y a pas de hauts fourneaux dans ces pays. M. Jay insiste et, citant l'opinion d'hommes du métier, il conclut que le travail de 12 à 18 ans n'est pas nécessaire à l'apprentissage dans la métallurgie, car ce n'est pas en regardant faire

mais en accomplissant des tâches accessoires que l'ouvrier se forme ; or, cela n'a guère lieu avant 18 ans.

Finalement, les propositions de la commission étendues même aux industries comprenant moins de 10 ouvriers sont votées en principe, mais sur la motion de M. de Berlepsch elles sont renvoyées pour rédaction définitive à une Commission.

IV. — La quatrième Commission, présidée par M. Millerand avait deux questions à résoudre : le *travail à domicile* et la durée maxima de la journée de travail.

Pour réprimer les abus auxquels donne lieu le *travail à domicile*, l'Assemblée estime que l'intervention des pouvoirs publics est nécessaire. Les sections sont donc invitées à réclamer de leurs gouvernements respectifs des mesures légales obligeant les employeurs, entrepreneurs et sous-entrepreneurs à tenir un registre indiquant le nom des personnes occupées par eux en dehors de leur établissement. Chacune de ces personnes devra recevoir, lors de la commande, un bulletin indiquant les prix de façon. Le tarif général des prix de façon devra être affiché.

L'inspection, les assurances sociales, les lois et règlements sanitaires devront être étendus aux travailleurs à domicile.

La deuxième question, la *durée maxima de la journée de travail* donna lieu surtout à des discussions de principes. L'Assemblée proclame :

« 1° Que la limitation de la durée de la journée de travail des ouvriers et employés présente un intérêt capital pour la conservation de leurs forces physiques et morales.

« 2° Que l'intervention de la loi est nécessaire pour opérer cette limitation. »

Des rapports sont donc demandés à l'Office international sur la durée du travail des ouvriers et employés adultes ainsi que sur les effets des réductions de la journée de travail déjà réalisées sur la capacité des ouvriers, sur les progrès de la technique. L'Office est autorisé à réduire cette enquête à certaines industries, si sa généralisation paraît trop difficile.

V. — La cinquième Commission avait à étudier les *assurances ouvrières*.

Le principe de l'assimilation des ouvriers étrangers aux nationaux est adopté à l'unanimité. Les sections nationales sont invitées à présenter à la prochaine Assemblée un projet de convention réalisant ce principe pour l'assurance-accidents et un rapport sur la manière dont il conviendra d'opérer pour introduire le principe de l'assimilation dans les lois de leurs pays respectifs.

§ 6. — *Conclusions sur le rôle de l'Association.*

On le voit l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, fidèle à son programme, n'a pas cessé de poursuivre des réformes pratiques pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière. Son travail qui s'est exercé à la fois dans la voie nationale et dans la voie internationale est tellement étendu que nous n'avons pu que l'esquisser. Volontairement, nous avons laissé de côté bien des discussions et des décisions se rapportant au fonctionnement de l'Association ou de l'Office.

Plus ou moins directement, par les études de l'Office international et des sections, par les vœux des Assemblées, des résultats ont été obtenus dans les législations des divers Etats industriels. Pour se rendre compte de l'influence puissante exercée ici, il faudrait pouvoir passer en revue les législations ouvrières de toute l'Europe ; c'est un travail que les limites de cet ouvrage ne nous permettent pas d'entreprendre (1).

En revanche, nous étudierons les résultats obtenus dans la voie internationale. Ils sont de deux sortes : d'une part sont des traités passés

(1) Cf. Raynaud, *Droit international ouvrier*, Paris, 1906, *passim*, et la rubrique : « législations nationales » dans les *Bulletins de l'Office international du travail*.

entre deux Etats, de l'autre des traités généraux avec faculté d'accession pouvant s'étendre à un nombre indéfini d'Etats.

Pour des raisons d'ordre logique nous avons réuni dans un seul chapitre les différentes Assemblées de l'Association internationale. La chronologie des faits nous eut obligé à interrompre la série des Assemblées pour y intercaler le traité franco-italien, du 15 avril 1904 et d'autres traités analogues qui l'ont suivi. Enfin la Conférence officielle de Berne serait venue elle-même se placer avant la 4^e assemblée de l'*Association*.

CHAPITRE VIII

LES TRAITÉS DE TRAVAIL (1)

Le premier traité de travail signé entre deux puissances est celui du 15 avril 1904, entre la France et l'Italie. Plusieurs autres accords en matière ouvrière ont été réalisés en ces dernières années les uns ont les clauses de travail pour objet exclusif ou principal, d'autres au contraire sont insérés dans des traités de commerce. La plupart des traités ouvriers ne font d'ailleurs que poser les principes d'ensemble d'une série d'arrangements ultérieurs. Le traité franco-italien reste, par sa date et par sa portée, la plus marquante de toutes les conventions ouvrières établies jusqu'à ce jour, il importe donc d'en étudier l'histoire et la teneur.

Par deux fois des tentatives avaient été faites pour amener une entente entre deux puissances

(1) *Bull. Office intern.*, 1904, I, Raynaud, *Droit intern. ouvr.*, 73-98. *Assoc. intern. Compte-rendu de la 3^e Assemblée*, Bâle, 1904, p. 34-42 (*Exposé de la conv. franco-ital.*, par M. Fontaine).

en matière de protection ouvrière : la première fois, en 1871, par le prince de Bismark auprès du gouvernement autrichien ; la seconde fois en 1900, par M. Millerand, alors ministre du Commerce, auprès de la Belgique. Ces deux tentatives échouèrent (1).

Cependant le gouvernement français était décidé, ainsi que le déclara M. Millerand le 26 mars 1900 à la tribune du Sénat, à poursuivre des accords internationaux en matière de travail.

Au Congrès international pour la protection légale des travailleurs, qui se tint à Paris le 26 juillet 1900, M. Luzzati, délégué italien, fit la déclaration suivante : (2) « J'appartiens à un pays où l'industrie commence à se développer. Je vous serai reconnaissant de nous pousser dans la grande voie du progrès par un *compelle intrare*. Je vous serai reconnaissant de donner par une législation internationale à l'ouvrier italien la protection que sa législation nationale ne lui assure pas.

« On n'obtiendra des résultats décisifs que par des mesures de législation internationale. J'ai souvent demandé la suppression du travail de nuit dans les filatures de coton ; on m'a répondu : Oui, commencez par la faire admettre dans les pays voisins qui nous font concurrence.

(1) V. *Bull. de l'Off. internat.*, 1904, n° I.

(2) Congrès de 1900, *Compte-rendu*, p. 488.

Tâchez de l'obtenir par voie de législation internationale.

« Je crois effectivement que dans l'avenir, à côté des traités de commerce et pour leur servir de complément, nous aurons des traités de travail.

« Dans ces traités, nous introduirons des clauses destinées à établir des compensations de nature à égaliser les conditions des échanges.

« Mais, je tiens à le déclarer en terminant, toutes nos expériences auront toujours quelque chose d'incomplet si nous ne nous inspirons pas d'un sentiment très vif de solidarité humaine. C'est en matière de question sociale surtout qu'il faut rappeler cette belle parole que : les pensées fécondes jaillissent du cœur. »

Le premier projet de traité vint de M. Luzati lui-même (1), il le communiqua à M. Barrère, notre ambassadeur à Rome, dans une entrevue sans caractère officiel, au mois de février 1902. L'Italie, qu'avait déjà préoccupé le sort fait à ses nationaux victimes en France d'accidents du travail et à leurs ayants droit par la loi française du 9 avril 1898, venait d'être émue par certaines dispositions, relatives aux étrangers, d'un projet de loi français sur les retraites ouvrières. Devant le parlement italien,

(1) V. *l'Exposé de la conv. franco-ital.*, par M. Arthur Fontaine. Assemblée de Bâle, 1904, p. 34-42.

M. Luzzati s'était fait l'interprète de ces préoccupations.

Le gouvernement français, mis au courant de la conversation engagée entre M. Luzzati et M. Barrère, informa son ambassadeur qu'il ferait bon accueil à des ouvertures officielles. L'Association internationale facilita le travail préliminaire en fournissant aux délégués français et italien, par ses assemblées, des occasions d'échanger leurs vues. A l'Assemblée de Cologne (1902), MM. Luzzati et Fontaine purent ainsi discuter le projet d'entente encore sans caractère officiel.

Vers la fin de 1903, M. Luzzati étant devenu ministre, il parut possible d'aboutir rapidement. M. Fontaine fut envoyé à Rome pour seconder M. Barrère. Les négociations officielles commencèrent en janvier 1904 et, dès le 13 avril, le traité était signé. Le 25 septembre 1904 l'ambassadeur de France à Rome procéda à l'échange des ratifications. Le 8 octobre 1904, un décret du président de la République rendit exécutoire en France la convention et l'arrangement relatif aux transferts entre la Caisse nationale d'épargne française et la caisse d'épargne postale d'Italie.

La situation absolument différente de la France et de l'Italie semblait devoir rendre un accord pour la protection ouvrière difficile entre ces deux puissances. En effet, l'Italie est un pays

agricole dont l'industrie, faute de capitaux et de crédit, est encore fort peu développée, la protection ouvrière y est dans l'enfance et, sauf une loi sur l'hygiène de 1888, le mouvement de législation sociale n'y remonte qu'à 1897. La France, au contraire, pays industriel important, jouit d'une législation déjà ancienne et avancée. Une autre difficulté venait de l'énorme disproportion entre le nombre des Italiens travaillant en France et celui des Français travaillant en Italie. Sur les questions de prévoyance sociale et le régime des retraites, objet principal des préoccupations italiennes, la simple réciprocité n'offrait à la France que peu d'intérêt.

On pensa d'abord à chercher une compensation sous forme d'avantages commerciaux. Mais les discussions des assemblées de l'Association internationale avaient fait ressortir combien il était délicat de vouloir superposer aux difficultés spéciales de la réglementation internationale les difficultés plus complexes encore des traités de commerce (1). Et puis n'était-ce pas nuire à l'idée de protection que la présenter comme une contre-partie d'avantages commerciaux ?

Cependant, en restant sur le terrain de la protection légale, la France pouvait demander que la concurrence ne se fît pas à son détriment par des conditions de travail condamnées chez elle

(1) Publication de l'Assoc. intern. n° 3 (Assemblée de Bâle), *Rapport Millerand sur l'Ass. de Bâle*, p. 150 et 151.

et dont l'application par ses concurrents nuirait au développement de sa propre législation ouvrière. Car, si la protection des travailleurs est avantageuse, même au point de vue purement industriel, il n'en reste pas moins vrai qu'elle est en pratique fort difficile à faire admettre quand elle dépasse de beaucoup les mesures adoptées par les concurrents les plus proches. A ce point de vue, il était donc important pour la France d'obtenir la garantie que la loi italienne de 1902, qui interdit en 1907 le travail de nuit aux femmes entrerait, en vigueur à la date indiquée par le législateur italien et l'assurance de voir l'Italie réaliser de nouveaux progrès dans la protection légale.

Le but de la France était donc celui-ci : obtenir le progrès de la législation ouvrière à l'étranger par convention pour rendre plus facile le progrès de la législation française.

Dans leur traité, la France et l'Italie visent un double objet, ainsi qu'il résulte du préambule : «... 1° faciliter à leurs nationaux travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des assurances sociales ; 2° garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur et concourir au progrès de la législation ouvrière... »

Les dispositions relatives à la prévoyance sociale sont contenues dans les différents para-

graphes de l'art. 1 ; celles relatives à la réglementation du travail sont indiquées aux articles 2, 3, 4. L'article 5 est relatif aux facultés de dénonciation.

La seule partie du traité qui soit mise immédiatement en vigueur — tandis que les autres clauses prévoient des négociations et accords ultérieurs — est la suivante, art. 1^{er} par. *a* :

« Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne en France, soit à la Caisse d'épargne postale d'Italie pourront, sur la demande des intéressés, être transférés sans frais de l'une des caisses à l'autre, chacune de ces caisses appliquant aux dépôts ainsi transférés les règles générales qu'elle applique aux dépôts effectués chez elle par les nationaux. » Le même régime pourra être institué entre diverses caisses d'épargne privées de France et d'Italie (1).

Cette partie du traité restait dans un domaine connu ; il existait déjà, en effet, entre la France et la Belgique, une convention analogue du 31 mai 1882 (décret français du 12 juin 1882) modifiée le 4 mars 1897 (décret du 6 septembre 1897) (2).

(1) V. *Journal Officiel* du 9 juillet 1907, le décret du 4 juill. 1907 arrêtant le réglem. relatif aux transferts entre caisses d'épargne ordinaires, françaises et italiennes.

(2) V. *Bull. des lois*, 1^{er} sem. 1882, p. 967, *idem* 2^e sem 1897, p. 590.

L'arrangement relatif aux transferts de livrets signé en même temps que le traité franco-italien reproduit à peu près les termes de l'arrangement franco-belge.

Avec les paragraphes *b* et *c* de l'ar. t. 1^{er}, relatifs aux retraites, le traité franco-italien entre dans la voie des innovations. Le *paragraphe b* s'applique aux retraites facultatives existant actuellement et a pour but d'en faciliter le paiement aux ouvriers d'un pays résidant dans l'autre. Le *paragraphe c* s'applique aux retraites d'invalidité et de vieillesse obligatoires qui viendraient à être créées par dispositions législatives, il vise spécialement le projet français et cherche à réaliser autant que possible l'assimilation entre ouvrier français et ouvrier italien. Ce n'est d'ailleurs qu'un accord de principes, les détails devant être réglés ultérieurement, s'il y a lieu, par entente spéciale. Voici les règles adoptées : — 1° La part de pension correspondant aux versements de l'ouvrier ou employé ou aux retenues faites sur son salaire lui sera acquise intégralement. — 2° L'ouvrier étranger n'ayant pas un droit personnel sur la cotisation que chaque employeur serait obligé de verser à la caisse, il sera statué par l'arrangement à intervenir dans des conditions de réciprocité. C'était la seule solution admissible en présence de la disproportion entre le nombre d'Italiens résidant en France, et de Français

résidant en Italie. — 3° C'est à chaque Etat qu'il appartient de bonifier s'il l'entend les retraites de ses nationaux. Les deux Etats contractants s'engagent en outre à faciliter la jouissance des droits acquis.

Par le *paragraphe d* le traité rétablit dans l'assurance-accidents l'égalité entre l'ouvrier italien en France et l'ouvrier français en Italie. La loi italienne du 17 mars 1898 ne fait, en effet, aucune différence entre l'ouvrier étranger et l'ouvrier italien. Au contraire, la loi française du 9 avril 1893 prescrit le rachat au prix de trois annuités versées en une fois de la rente accordée au blessé s'il quitte le territoire français et n'accorde rien aux ayants droit de la victime domiciliés à l'étranger. La convention décide que les Italiens victimes en France d'accidents auront droit aux mêmes indemnités que les Français. Les Italiens bénéficiaires de rente cessant de résider en France ainsi que les représentants de la victime qui ne résidaient pas en France au moment de l'accident auront droit à des indemnités à déterminer (1).

La loi du 31 mars 1905 est venue corriger la

(1) Le 9 juin 1906, a été signé, entre la France et l'Italie, un arrangement concernant la réparation des dommages résultant des accid. du trav. (V. *Doc. parlem.*, n° 426 et *Bull. de l'Off. du trav.*, avril 1907, p. 350-354). Cet arrangement a été approuvé par la loi du 3 juin 1907, rendue exécutoire par décret du 13 juin 1907 (*Bull. off. du trav.*, juill. 1907, p. 708).

loi de 1898 pour la mettre d'accord avec le traité, elle ajoute après l'énoncé des restrictions concernant les étrangers : « Les dispositions des 3 articles précédents pourront toutefois être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents ».

L'Allemagne a adopté une solution analogue après avoir connue un régime équivalent à celui de notre loi de 1898. Rappelons en outre que l'Assemblée de Bâle (sept. 1904) avait voté, en matière d'assurance et de responsabilité professionnelle, l'égalité de traitement sans distinction de nationalité.

La dernière disposition de l'article 1^{er} (*paragraphe e*) prévoit des arrangements postérieurs destinés à assurer la réciprocité en matière d'assurance ou d'assistance obligatoires contre le chômage aux cas où elles seraient établies dans les deux pays.

L'article 2 est destiné à réprimer l'exploitation en France des jeunes ouvriers italiens. Ces enfants arrivent souvent de leur pays sous la direction d'un *padrone* qui, moyennant la nourriture et le logement, se fait remettre tous leurs salaires, les terrorise et fréquemment falsifie ou change leurs livrets pour tromper l'inspection sur l'âge véritable des petits émigrants. — L'ar-

ticle 2 prescrit des mesures pour la délivrance et le contrôle des livrets ; il organise en France des comités de patronage composés autant que possible d'Italiens. Les mêmes mesures seront prises pour la protection des jeunes Français en Italie.

L'article 3 porte qu'au cas où les Etats seraient convoqués à une conférence internationale pour l'unification des lois protectrices des travailleurs, « l'adhésion de l'un des deux gouvernements au projet de conférence entraînerait, de la part de l'autre gouvernement, une réponse favorable en principe ». Cet article n'était pas sans intérêt à la veille de la Conférence de Berne (mai 1905).

La seconde partie du traité relative au développement de la législation protectrice débute par l'engagement que prend l'Italie de compléter son inspection du travail de manière à ce qu'elle présente les mêmes garanties que l'inspection française. Les inspecteurs feront observer les lois en vigueur sur le travail des femmes et des enfants et notamment sur l'interdiction du travail de nuit, l'âge d'admission dans les ateliers industriels, la durée du travail journalier, l'obligation du repos hebdomadaire (art. 4, al. 2).

L'Italie a tenu sa promesse ; par la loi du 19 juillet 1906, un crédit de 70.000 livres est accordé au ministère de l'Agricul-

ture pour la réorganisation de l'inspection (1).

Les deux gouvernements prenaient encore l'engagement de publier un rapport annuel détaillé sur l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants.

Dans le dernier alinéa de l'article 4, l'Italie promettait de mettre à l'étude et de réaliser chez elle la réduction progressive du travail journalier des femmes dans l'industrie. Une lettre officielle annexée à la convention précise ce point : l'Italie se déclare disposée à introduire la journée de 11 heures pour les femmes si, au moment du renouvellement de la convention, c'est-à-dire dans 5 ans, elle est appliquée dans tous les pays de l'Europe occidentale.

L'article 5 est relatif aux facultés de dénonciation : « Chacune des deux parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention et les arrangements prévus à l'article 1^{er} en faisant connaître son intention un an d'avance, s'il y a lieu de reconnaître que la législation relative au travail des femmes et des enfants n'a pas été respectée par l'autre partie, sur les points énoncés spécialement à l'article 4, alinéa 2, faute d'une inspection suffisante ou par suite de tolérances contraires à l'esprit de la loi, ou que le législa-

(1) V. *Bull. de l'Off. du trav.*, mai 1907. *La réorganis. de l'insp. du trav. en Italie*, p. 479-482. *Bollet. del Ufficio del Lavoro*, avril 1907.

teur aura diminué sur les mêmes points la protection édictée en faveur des travailleurs. »

Au moment de procéder à la signature de la convention, il a été spécifié que la loi française sur le travail des enfants et des femmes, visée par l'art. 5, était celle du 2 novembre 1892, modifiée par l'art. 1 de la loi du 30 mars 1890. « Toutefois, il est entendu que, éventuellement, les modifications à la dite loi déjà votées par le Sénat français à la date du 24 mars 1904, dans la mesure où elles prendraient force légale par le vote des deux Chambres, se substitueraient aux dispositions actuellement en vigueur pour l'appréciation prévue à l'article 5 de la dite convention. » La loi italienne sur le travail des femmes et des enfants est celle du 29 juin 1902.

On a reproché à la convention franco-italienne de n'être qu'un programme, puisque la plupart de ses dispositions ne sont pas applicables immédiatement. Mais comment pouvait-il en être autrement? les réformes sociales demandent, pour entrer dans la pratique, des lois longues et minutieuses à établir. Ce qui importe donc avant tout, c'est que les intérêts réciproques soient assez puissants pour pousser de part et d'autre à réaliser les réformes dont la convention a posé les principes. Or, si l'Italie paraît favorisée en ce qui concerne l'épargne et les assurances sociales de ses nationaux, dans notre

pays, en revanche, la France a un intérêt véritable au développement des lois ouvrières en Italie.

Une autre objection a été faite, qui atteint en même temps toute convention de protection ouvrière, c'est qu'une telle convention donne à chacune des puissances un droit de vue, un droit de contrôle sur la législation de l'autre — par exemple, en ce qui concerne l'inspection du travail en Italie dans le traité franco-italien. M. Millerand faisait remarquer à l'Assemblée de Bâle (1904) qu'un droit de contrôle analogue avait déjà été accordé aux Etats par la convention sucrière de Bruxelles et il ajoutait : « Quelle humiliation peut-il y avoir pour un peuple non pas à subir, mais à s'imposer librement l'obligation de réaliser par ses propres forces un progrès nouveau dans la législation sociale ? (1) » La sanction du traité réside, ainsi que nous l'avons vu, dans la dénonciation au cas où la législation protectrice ne serait pas sincèrement appliquée (2).

Le premier traité ouvrier ne devait pas rester longtemps isolé. Le 13 juillet 1904, dans le traité de commerce entre la Suisse et l'Italie, était in-

(1) V. *Public. de l'Assoc. intern.*, n° 3 (Ass. de Bâle, 1904), p. 45.

(2) V. *Publ. de l'Ass. intern.*, n° 3 (Ass. de Bâle, 1904), p. 34 à 46.

sérée, sur l'initiative de cette dernière puissance, une clause annonçant la conclusion d'arrangements spéciaux au sujet du traitement des ouvriers italiens en Suisse et des ouvriers suisses en Italie en matière d'assurances ouvrières (1).

Une disposition analogue se trouve insérée dans le traité de commerce passé entre l'Empire d'Allemagne et l'Italie le 3 décembre 1904 (2).

Un accord concernant « la protection des travailleurs et les assurances ouvrières » est annoncé dans l'article 6 du traité de commerce entre l'Empire d'Allemagne et l'Autriche-Hongrie du 19 janvier 1905 (3). Dans ce traité, comme dans les deux précédents, les clauses ouvrières doivent servir de complément aux avantages commerciaux.

Le 15 avril 1905, le Grand Duché de Luxembourg et la Belgique signaient un traité visant exclusivement la réparation des dommages résultant des accidents du travail (4).

(1) V. *Bull. de l'Off. intern.*, 1905, p. 193 ; *Bull. de l'Off. du trav.*, 1905, p. 128 ; *Feuille fédérale*, 6 déc. 1904, p. 83.

(2) V. *Bull. de l'Off. du trav.*, 1905, p. 128.

(3) *Bull. de l'Off. du trav.*, 1905, p. 129.

(4) *Office du trav. belge : Revue du travail*, 1905, p. 1080. *Bull. de l'Off. du trav.*, 1905, p. 337 et 338. Arrangement du 15 avril 1906 (*Bull. de l'Off. du trav.*, 1906, p. 714).

L'article 1 établit l'égalité de traitement réciproque des nationaux de l'un des pays dans l'autre en matière d'assurance-accidents.

L'article 2 fait une exception pour le cas où il s'agirait d'ouvriers employés passagèrement, c'est-à-dire depuis moins de 6 mois, sur le territoire où l'accident sera survenu. Dans ce cas, la législation nationale est seule applicable.

L'article 5 étend aux nationaux de chacun des deux Etats victimes d'accidents dans l'autre pays les exemptions de timbre, de greffe et d'enregistrement stipulées par chacune des législations pour ses nationaux.

La Belgique et le Luxembourg se promettent assistance mutuelle pour faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Enfin, l'article 7 déclare que la convention entrera en vigueur 10 jours après la publication, dans les formes prescrites par la législation des deux pays, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Comme la convention belge-luxembourgeoise le traité entre l'Allemagne et le Grand Duché de Luxembourg, du 2 septembre 1905, a pour but de procurer aux ouvriers de chacun des deux pays occupés sur le territoire de l'autre

Etat le bénéfice de l'assurance-accident. Mais ce dernier traité vise seulement les personnes attachées aux établissements de l'un des pays contractants, *dans une partie de l'exploitation s'étendant temporairement sur le territoire de l'autre pays.*

De plus, dans le traité avec la Belgique, le règlement des accidents survenus aux sujets d'un Etat contractant est dominé par le principe du lieu d'occupation ; dans le traité avec l'Allemagne, au contraire, il est dominé par le principe du lieu où l'entreprise a son siège principal.

Le traité est entré en vigueur au commencement du mois qui suivait sa conclusion. Il peut, de part et d'autre, être dénoncé le 1^{er} janvier de chaque année pour le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Le 21 février 1906, a été conclu entre la France et la Belgique une convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail (1). Les nationaux d'un des Etats contractants victimes d'accidents sur le territoire de l'autre Etat, seront admis aux indemnités accordées aux citoyens de cet Etat par sa législation. A cette règle il est fait excep-

(1) Rendu exéc. par décret du 21 févr. 1906 (*Bull. de l'Off. du trav.*, 1906, p. 841).

tion en ce qui concerne les personnes occupées depuis moins de 6 mois sur le territoire de l'Etat où a eu lieu l'accident mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Exception, également, pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège. Dans ces deux cas la loi du pays où se trouve le siège de l'entreprise est seule applicable.

Les exemptions de timbre, de greffe et d'enregistrement prévues par les lois d'un Etat pour ses nationaux seront applicables à ceux de l'autre Etat. Les autorités des deux Etats se prêteront mutuellement leurs bons offices pour l'application de ces diverses dispositions.

Ce traité est une application de la loi française du 31 mai 1905, signalée plus haut, qui a modifié la loi de 1898 à la suite du traité franco-italien (1).

En matière d'assurances ouvrières, l'assimilation des étrangers résidant sur le territoire aux

(1) Une convention analogue à la convention franco-belge a été signée entre la France et le Luxembourg, le 27 juin 1906 (décret 10 nov. 1906). V. *Bull. Off. du trav.*, 1907, p. 608 ; avril 1907, p. 350-351. A signaler également un arrangement franco-allemand relatif aux commissions rogatoires relatives à l'exécution de la législation sur les accidents du travail (*Bull. Off. du trav.*, 1907, p. 354).

nationaux tend de plus en plus à se répandre, même en dehors des conventions, par voie unilatérale lorsque la réciprocité légale est assurée. En Allemagne (1), par exemple, les dispositions restrictives concernant les étrangers peuvent être écartées par décision du conseil fédéral : 1° en ce qui concerne certains districts frontières ; 2° en ce qui concerne les sujets des Etats étrangers dont la législation offre des garanties équivalentes pour les survivants des Allemands qui y sont victimes d'accidents (2). La clause de réciprocité se trouve encore dans les législations française, hollandaise, suédoise et luxembourgeoise. Au contraire, d'autres législations, tout en contenant des clauses restrictives à l'égard des étrangers, ne prévoient pas la clause de réciprocité, ce sont : celles de l'Autriche, du Danemark, de la Norvège, de la Finlande et de la Grèce.

Enfin, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, la Russie et la Belgique, assimilent expressément ou tacitement l'ouvrier étranger au national (3).

(1) Loi du 30 juin 1900 modif. la loi du 6 juill. 1884. V. *Ann. législ. du trav.*, 1901, p. 7.

(2) Pour plus de détails, voy. *Bull. de l'Off. du trav.*, mars 1907, p. 246-249, et avril 350-354. V. aussi ordonnance du Cons. fédér. allem. du 22 févr. 1906, en faveur des ouv. belges (*Bull. de l'Off. du trav.*, 1906, p. 719).

(3) V. Raynaud, *Droit international ouvrier*, p. 115 à 126.

Rappelons en terminant que la 4^e Assemblée de l'*Association internationale* (sept. 1906) a conclu de l'examen des rapports nationaux qu'une entente internationale pour l'assimilation des étrangers aux nationaux au point de vue de l'assurance ouvrière était possible. Elle a, en conséquence, invité les sections à présenter des projets de conventions, à poursuivre la réalisation du principe dans leurs législations et à préparer des rapports sur les modifications à apporter dans ce but aux lois de leurs pays respectifs.

CHAPITRE IX

CONFÉRENCE OFFICIELLE DE BERNE, 1905 (8-17 MAI). — CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE, 1906 (17-26 SEPT.)

§ 1. — *Conférence de Berne, 1905* (1).

A la suite de l'Assemblée de Bâle en 1903, le bureau de l'Association internationale avait prié le Conseil fédéral de prendre l'initiative d'une Conférence internationale visant l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes et l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Le Président de la Confédération fit pressentir confidentiellement un certain nombre d'Etats. La plupart d'entre eux donnèrent leur adhésion provisoire au projet de Conférence.

A la suite de ces démarches officieuses, le

(1) Procès-verbaux de la Conférence int. p. la prot. ouvrière, tenue à Berne du 8 au 17 mai 1905. Millerand, *La Conférence officielle de Berne* (mai 1905), Paris, 1905. *Bull. de l'Off. du trav.*, 1905, n° 6; *Musée social*, 1905, *Annales*, 2.

Président de la Confédération adressait, le 30 décembre 1904, à 17 gouvernements, une circulaire de convocation : « Nous avons le ferme espoir, y est-il dit, que la Conférence ne se contentera pas de manifestations théoriques, mais qu'elle s'efforcera de préparer une entente effective entre les Etats. Nous estimons, à cette fin, qu'il y aurait lieu, pour la Conférence, d'établir les principes de conventions internationales; ce travail, cela va de soi, ne préjugerait en rien les intentions des gouvernements représentés à la Conférence, et la conclusion même des conventions demeurerait entièrement réservée à d'ultérieures négociations diplomatiques » (1).

Le 8 mai 1905 eut lieu à Berne, dans la salle du Conseil des Etats, l'ouverture de la Conférence. Les délégués de 15 puissances y assistaient; seules, de tous les Etats convoqués, la Roumanie et la Serbie s'étaient abstenues.

La délégation française était particulièrement bien composée, car elle comprenait à la fois des représentants des patrons, des représentants des administrations publiques et un représentant direct des ouvriers.

Pour faciliter le travail de la Conférence, la délégation suisse avait préparé un projet devant servir de base à la discussion. Ce projet était

(1) V. *Rapports et protocoles de la conf. de Berne, 1905*, p. 12 (Annexe I au proc. verb., n° 1).

très radical, il étendait l'interdiction du phosphore à la fabrication de tous les produits inflammables, il visait à la fois l'importation et l'emploi du phosphore, il prévoyait même des sanctions (le gouvernement suisse averti d'une infraction informerait les Etats intéressés).

Dans la première séance, chaque Etat fut invité à exposer ses vues sur l'ensemble du projet suisse, d'abord en ce qui concernait le phosphore, puis en ce qui concernait le travail de nuit des ouvrières.

L'Allemagne proteste contre les pénalités prévues par le projet suisse : « Des dispositions de ce genre, dit le délégué allemand, ne sont pas à leur place dans une convention internationale ». D'ailleurs, ce projet, d'après l'Allemagne, est trop étendu, puisqu'il prévoit l'interdiction du phosphore dans toutes les matières inflammables, alors que la circulaire du 30 décembre 1904 ne prévoyait l'interdiction que dans l'industrie des allumettes. C'est aux puissances à limiter comme elles l'entendent le champ des délibérations de la Conférence.

L'Autriche et la Hongrie regrettent que le Japon, qui est l'un de leurs principaux concurrents, n'ait pas été convoqué et déclarent ne pouvoir signer une convention si l'adhésion du Japon n'est pas acquise. Le président, M. le conseiller fédéral Deucher, expose que c'est pour des raisons de principe que le Japon n'a

pas été convoqué, on a voulu se limiter aux Etats Européens, sans quoi il eut fallu convoquer l'Amérique du Nord, la République Argentine, etc.

La Belgique se rallie aux opinions émises par l'Allemagne.

La France, au contraire, par l'organe de M. Sévène, ingénieur en chef des manufactures de l'Etat, se déclare prête à donner son adhésion aux prohibitions les plus larges.

L'Italie et les Pays-Bas sont d'accord avec l'ensemble du projet suisse.

Les délégués de l'Espagne et du Portugal se disent très favorables mais ne sont point autorisés à se prononcer d'une manière définitive ; ils sont là *ad audiendum* et leurs déclarations n'engageront pas leurs gouvernements.

La Suède conteste le danger du phosphore ; les cas de nécrose ont presque complètement disparu dans ce pays. Nous verrons par la suite que l'Angleterre, qui, pour le moment, réserve son opinion, partage la façon de voir de la Suède.

M. Millerand aborde la discussion générale du *travail de nuit* en disant que cette question, par sa généralité, dépasse de beaucoup la première : « Car examiner ce problème, c'est examiner en même temps le travail de jour des femmes. On ne peut se dissimuler cette conséquence directe ; cela étant, la discussion a, au

point de vue économique et social, une importance de premier ordre.

« ... La délégation française est d'accord de tous points avec les propositions du Conseil fédéral. Elle désire vivement que la Conférence aboutisse à un succès définitif. En demeurant ferme sur le but à atteindre, elle est disposée à accueillir et à discuter toutes les mesures de conciliation et de transition. »

L'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, tout en se déclarant favorables au projet et prêtes à accepter le temps de repos le plus prolongé (12 heures), insistent sur la nécessité des exceptions. D'après ces puissances, la prohibition du travail de nuit des femmes ne doit pas s'étendre à la petite industrie qui exerce peu d'influence dans la concurrence sur le marché mondial (1).

L'Angleterre déclare qu'ayant déjà réalisée chez elle la réforme proposée, une entente internationale est sans intérêt pour elle.

La Hollande, quoiqu'elle ait aboli presque complètement le travail de nuit des femmes, ne peut adhérer au système proposé qui ne correspond pas à sa législation.

Les autres puissances adhèrent avec ou sans réserves.

Ainsi, dès la discussion générale des *projets*, il apparaissait déjà que plusieurs puissances re-

(1) V. *Procès-verbaux*, p. 28 et suiv.

fuseraient de voter la prohibition du phosphore ou ne la voteraient qu'avec des conditions restrictives. La question du travail de nuit se présentait au contraire d'une manière beaucoup plus favorable ; aucune puissance ne contestait le principe et presque toutes adhéraient à l'ensemble des propositions du Conseil fédéral.

Phosphore blanc. — Dès la seconde séance commença le travail des Commissions. La Commission du phosphore examina la question sous trois points de vue : le danger d'empoisonnement des ouvriers employés dans les fabriques d'allumettes, l'abus éventuel des allumettes nocives par les consommateurs et enfin la concurrence sur le marché international et sa répercussion sur l'emploi des ouvriers dans les industries d'exportation.

Quant au premier point, nous l'avons vu dans la séance d'ouverture, deux opinions se trouvaient en présence : les uns étaient d'avis que la défense absolue de l'emploi du phosphore blanc pouvait seule être considérée comme un moyen efficace pour la protection des ouvriers employés dans les fabriques d'allumettes chimiques ; les autres, au contraire, se basant sur l'expérience acquise dans certains pays pensaient que (moyennant l'exécution minutieuse d'une surveillance stricte) la réglementa-

tion serait suffisante pour éviter le danger de la nécrose.

Neuf Etats acceptaient la prohibition absolue, mais cinq d'entre eux seulement ne faisaient aucune réserve, ce sont les Etats qui ont déjà décrété chez eux la prohibition (France, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse).

Plusieurs puissances, notamment la Belgique, déclaraient ne pouvoir adhérer si certains pays concurrents restaient en dehors de l'accord. On ne pouvait donc se limiter aux Etats européens. Toute la question pour les délégués visant un résultat pratique était de restreindre autant que possible la liste des pays dont l'adhésion serait requise. Par suite de concessions, on finit par n'exiger que l'adhésion du Japon.

La délégation belge, qui, depuis le commencement des débats, avait refusé de prendre part à aucune entente sur la question du phosphore, déclara, à la dernière séance, avoir reçu de son gouvernement des instructions lui permettant d'adhérer.

Quant au gouvernement anglais, son attitude n'a pas varié. Il affirme que la cause du phosphorisme, c'est l'imprudence des ouvriers qui mangent avec des mains souillées de phosphore. Depuis 1899, déclare le délégué anglais, il a été introduit en Angleterre une machine américaine qui fabrique les allumettes entièrement sans le maniement par la main. Les cas

de phosphorisme ont disparu presque absolument (1).

Sur les 15 Etats représentés, 11 ont adhéré aux bases d'une convention pour l'interdiction du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes, ce sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse.

L'interdiction devait porter sur la fabrication, l'introduction ou la mise en vente des allumettes contenant du phosphore blanc. Elle serait applicable à partir du 1^{er} janvier 1911. Les ratifications seraient déposées au plus tard le 31 décembre 1907. Le Japon serait invité à donner son adhésion dans le même délai et la mise en vigueur de la convention resterait subordonnée à l'acceptation de cette puissance (2).

Travail de nuit des femmes. — La Commission du travail de nuit des ouvrières examina successivement deux questions : d'abord ce qu'on devait entendre par établissement industriel, puis le principe du repos nocturne et la détermination de sa durée.

Comment allait-on définir l'établissement industriel ? Toutes les délégations étaient d'accord

(1) V. *Rapp. et comptes-rendus*, p. 49 et 50.

(2) V. *Ibidem*, p. 69, bases d'une convent.

pour exclure l'atelier de famille ; mais pour les autres établissements, les avis différaient. Fallait-il choisir comme élément caractéristique le nombre des personnes occupées dans une exploitation ou bien l'utilisation de moteurs ? Si l'on s'arrêtait à cette seconde notion, disait le délégué allemand, on allait classer parmi les établissements industriels des ateliers qui sont vraiment de petite industrie : par exemple, un petit atelier muni de machines à coudre mues par l'électricité. En conséquence, l'Allemagne proposait de prendre simplement pour base de définition le nombre de 10 ouvriers.

La France, au contraire, était d'avis de n'exclure que l'atelier de famille. La Belgique, le Danemark, l'Angleterre, la Suisse partageaient notre façon de voir.

Pourtant ce fut la théorie allemande qui triompha, car beaucoup d'Etats faisaient valoir en faveur d'un minimum d'ouvriers la difficulté de surveiller les petits ateliers et les complications internationales qui pourraient en résulter.

Les propositions les plus diverses se trouvaient en présence quant au nombre d'ouvriers requis pour l'application de la règle internationale. Un compromis intervint en faveur du chiffre 10.

Restait à trancher la 2^e question, celle de la durée du repos nocturne.

La Belgique reconnaît l'impossibilité de fixer les heures du repos obligatoire d'une façon absolue, par exemple de 6 heures du soir à 6 heures du matin. Il est nécessaire cependant d'en fixer une partie, en interdisant tout au moins le travail entre certaines heures de nuit et en laissant au patron la faculté de déterminer à son gré (avant ou après cette limite immuable) le nombre restant des heures.

Le délégué français déclare, lui aussi, qu'il est indispensable de réserver d'une façon absolue certaines heures de repos et d'empêcher par là que des femmes soient occupées par équipes de jour et de nuit, ce qui rendrait la réforme illusoire.

Ce principe est adopté à l'unanimité. L'Allemagne propose de fixer le repos absolu de 10 heures du soir à 5 heures du matin. La Suisse seule exige un temps plus prolongé.

La durée totale du repos ininterrompu est fixée, après de mutuelles concessions, à 11 heures. La Belgique déclare qu'il lui est impossible d'accorder plus de 10 heures.

Il fallait aussi prévoir les exceptions que comportait la règle générale. Les articles 3 et 4 contenant la série des exceptions sont ainsi rédigés après quelques débats :

Art. 3. — L'interdiction du travail de nuit pourra être levée :

- 1° En cas de force majeure, lorsque dans une entreprise

se produit une interruption du travail impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

2° Dans le cas où le travail s'applique à des matières susceptibles d'altération très rapide, chaque fois que cela sera nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

Art. 4. — Dans les industries soumises à l'influence des saisons et en cas de circonstances exceptionnelles pour toute entreprise, la durée du repos ininterrompu de nuit pourra être réduite à dix heures soixante jours par an.

La question des délais de ratification et d'application de la convention était capitale, aussi fut-elle l'objet d'un très vif débat. La Belgique revient sur sa proposition d'un repos de nuit de 10 heures, dans ces conditions, elle consentirait adhérer à l'accord après un délai de 2 ans. Les autres puissances signeraient un acte additionnel par lequel elles s'engageraient à faire passer dans un délai de 2 ou 3 ans le temps de 10 heures à 11 heures. « Il y avait, dit M. Millerand (1), une telle importance aux yeux de mes collègues comme aux miens à obtenir la signature de la Belgique, qu'au nom de notre délégation je crus pouvoir faire la proposition suivante. Je fis remarquer que la proposition de la Belgique acceptée, c'était le principe de l'interdiction du travail de nuit des femmes reconnu par toutes les puissances industrielles. Un second principe, celui de la nuit légale, était également reconnu. Enfin, un

(1) *La Conférence officielle de Berne*, Millerand, Paris, 1905.

troisième résultat découlait de la proposition belge, les hautes puissances contractantes, sauf la Belgique, s'engageant à faire passer la durée du repos de 10 à 11 heures. Or, une fois l'adhésion de la Belgique donnée au principe et l'interdiction du travail de nuit des femmes appliquée avec le repos de 10 heures, il lui serait certainement impossible de résister à l'extension à 11 heures réalisée dans tous les autres pays. Je conclusais donc que, plutôt que ne pas avoir la signature de la Belgique, mieux valait accepter sa proposition. »

Cependant l'Allemagne et l'Autriche refusent d'accepter un repos inférieur à 11 heures et la discussion en reste là.

A quelles industries est-il nécessaire d'accorder un délai d'application spécial? On décide d'accorder 10 ans pour les fabriques de sucre brut de betteraves, pour le peignage et la filature de la laine et pour les travaux au jour des industries minières, lorsque ces travaux sont arrêtés annuellement 4 mois au moins par des influences climatériques.

L'article 4 du projet suisse contenait l'engagement pour chaque Etat de maintenir, de développer ou de créer chez lui une inspection du travail qui soit en mesure de faire respecter les lois sur le travail et particulièrement les mesures de protection prévues par la convention. Un membre de la délégation française reprend

ce projet avec quelques modifications. Mais l'Allemagne objecte qu'il serait délicat pour un Etat d'apprécier l'efficacité du contrôle dans un autre pays. En conséquence, on décide de joindre à la convention un simple vœu sur le point en question.

A la séance finale l'Angleterre déclare qu'ayant réalisé depuis longtemps chez elle les réformes désirées, elle s'abstiendra de voter. M. Millerand proteste, il « ne pense pas qu'on puisse tirer argument de la perfection de la législation nationale pour rester en dehors d'une entente internationale. Ce devrait être, bien au contraire, une raison de plus pour l'Angleterre de compléter son œuvre et de chercher à entraîner après elle les pays moins avancés (1) ».

Treize Etats ont accepté les bases d'une convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes. Deux puissances se sont abstenues : la Grande-Bretagne et la Suède.

La décision la plus regrettable de la Conférence fut l'exclusion des petits ateliers de moins de dix personnes. Néanmoins, comme le faisait remarquer le président dans la séance de clôture : « Les résultats obtenus, les résolutions votées, pour modestes qu'ils soient, auront cependant une portée considérable, car ils seront

(1) *Compte-rendu analytique*, p. 77.

le point de départ d'une action sociale effective, d'une intervention officielle positive ; ce qui permet d'exprimer cet espoir, c'est la quasi-unanimité avec laquelle les délégués se sont prononcés sur les questions de principe ».

Le 26 juin 1905 le Conseil fédéral faisait parvenir aux Etats les protocoles de la Conférence de Berne. Il annonçait en même temps qu'il avait demandé au Japon s'il adhérerait aux décisions de la Conférence. Il ajoutait : « Une conférence diplomatique nous semble indispensable pour transformer ces décisions en Convention. Nous vous serions extrêmement obligés de nous faire savoir si vous êtes d'accord avec nous sur ce point et, dans l'affirmative, de nous faire connaître le lieu et la date de la Conférence (1) ».

Dès l'année suivante, le 14 juin 1906, le Conseil fédéral ayant reçu les réponses des puissances, se voyait en mesure de les convoquer à une conférence diplomatique (2).

Sur le travail de nuit, 13 Etats ont accepté de prendre part à une Conférence, un seul Etat a refusé, un autre a déclaré n'avoir pas pris encore de décision.

Sur la question du phosphore les réponses sont moins satisfaisantes, elles se résument ainsi :

(1) *Actes de la Conf. diplom. p. la protect. ouv. réunie à Berne du 17 au 26 sept. 1906*, p. 18.

(2) *Idem*, p. 21 et suiv.

10 acceptations, 2 refus, 3 Etats dont la décision n'est pas encore intervenue. Le Japon a déclaré réserver sa réponse jusqu'au moment où des études sur la question seraient terminées. L'Angleterre a fait des propositions très intéressantes sur lesquelles elle reviendra plus tard pour les préciser.

Le Conseil fédéral joignait à sa lettre un projet de convention sur le travail de nuit à titre de simple programme de délibérations. Les perspectives étant moins favorables en ce qui concerne la question du phosphore, le Conseil fédéral n'a pas cru devoir préparer de projet de convention sur ce point.

Dans une dernière circulaire datée du 4 septembre 1906, le Conseil fédéral fait savoir aux puissances que le Japon a refusé de prendre part à la Conférence. L'Angleterre a précisé ses propositions (1). La partie la plus intéressante de ces propositions est celle qui a trait à la création d'une Commission chargée de surveiller l'exécution de la Convention. Composée de délégués des divers Etats contractants, la Commission aurait pour mission « d'émettre un avis sur les questions litigieuses et les plaintes qui lui seraient soumises ». Elle n'aurait « qu'une mission de constatation et d'examen. Elle ferait sur toutes les questions qui lui seraient sou-

(1) *Idem*, p. 34 à 36.

mises un rapport qui serait communiqué aux Etats intéressés. En dernier ressort, une question serait, sur la demande des Hautes Parties contractantes, soumise à l'arbitrage ». La Commission servirait en outre à préparer des Conférences internationales sur les questions industrielles. (La France reprendra à la Conférence le projet anglais, mais sans pouvoir le faire admettre, malgré des amendements très précis et pleins de sagesse.)

En 1905, on n'avait pas prévu la durée de la convention à intervenir; l'Angleterre, dans son projet, la fixe à 2 ans avec renouvellement par tacite reconduction de 5 en 5 ans, sauf dénonciation un an avant l'expiration de l'une des périodes de 5 ans.

§ 2. — *La Conférence diplomatique de Berne,
17-26 sept. 1906 (1).*

La Conférence diplomatique s'ouvrit à Berne le 17 septembre 1906, dans la salle du Conseil des Etats.

La délégation française se composait de M. Révoil, ambassadeur à Berne, M. Fontaine, directeur du travail, et de deux secrétaires: M. Villiers Terrage, secrétaire de l'Ambassade,

(1) *Actes de la Confér. diplom. p. la prot. ouvr. réunie à Berne
du 17 au 26 sept. 1906.*

et M. Picquenard, rédacteur en chef du *Bulletin de l'Office du Travail*.

A l'ouverture de la séance, M. Frey est nommé président par acclamations.

Phosphore blanc. — La question du phosphore est mise immédiatement en discussion. L'Allemagne, la France, l'Italie le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse se déclarent favorables à une convention sans condition. Les autres Etats, au contraire, repoussent tout accord ou bien ne voudraient adhérer que si certaines puissances donnent leur signature. Ainsi l'Autriche, la Hongrie et l'Angleterre exigent l'adhésion de tous les Etats participants et du Japon. La Suède, tout en trouvant les mesures adoptées par elle suffisantes, voterait dans les mêmes conditions.

Nous avons vu que le Portugal était lié depuis 1895 par un contrat donnant pour 30 ans le monopole des allumettes à une entreprise privée, il ne pourra donc prendre part aux votes.

On procède alors à une 2^e votation dans le but de savoir quels Etats consentiraient à signer la convention avec une clause conditionnelle (sur les bases de 1905). Deux puissances seulement répondent par l'affirmative, ce sont l'Autriche et la Hongrie, 5 Etats votent négativement, 7 Etats s'abstiennent.

L'Angleterre et la Belgique expliquent leur refus en disant qu'elles ne peuvent « signer une convention dont l'effet serait subordonné à des adhésions absolument incertaines ; de plus, une semblable convention diplomatique ne pourrait être soumise à un vote parlementaire ; le texte d'une convention diplomatique doit être définitif et absolu, puisqu'il est destiné à constituer l'expression de la future loi internationale » (1).

Dans ces conditions, on se décide à former une commission du phosphore composée exclusivement des puissances ayant voté pour l'interdiction sans conditions. Le texte adopté par cette commission se rapproche de celui de 1903, mais la clause concernant le Japon a été supprimée ; de plus, la situation des colonies et celle des Etats qui adhéreraient postérieurement sont prévues.

Travail de nuit des femmes. — La discussion débute par un échange d'observations sur le sens des mots « les membres de la famille » qui désignent, décide-t-on, tous les individus composant la famille de l'*entrepreneur*. Il est entendu également que les mots « en cas de circonstances exceptionnelles » comprennent *les demandes de production inattendues et temporaires*.

(1) *Rap. et protocoles*, p. 66 et 67.

Mais la partie principale du débat porte sur les propositions anglaises. Ce sont d'abord des mesures d'application : « A chacun des Etats contractants incombe le soin de prendre les mesures administratives qui seraient nécessaires pour assurer sur son territoire l'exécution précise des dispositions de la présente Convention.

« Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par la voie diplomatique les lois et règlements sur la matière de la présente convention qui sont ou seront en vigueur dans le pays ainsi que les rapports périodiques concernant leur application. »

Le délégué anglais explique que « le but visé par la Conférence ne se réaliserait pas si, dans quelques Etats contractants, l'interdiction s'effectue par voie législative seulement et sans la mise en vigueur des mesures administratives ». Trop souvent on a vu des lois rester lettre morte faute de règlements d'application. L'article est adopté sans discussion.

Venait ensuite une disposition relative à l'adhésion des colonies, possessions ou protectorat. Adopté.

Les articles suivants tendaient à la création d'une *Commission* chargée de surveiller l'exécution de la Convention. La délégation française, pour les rendre plus acceptables, les avait modifiés dans un sens très libéral. Nous avons

vu plus haut quelle était dans son ensemble la portée du projet. Le délégué anglais explique que cette Commission a paru le meilleur moyen d'assurer l'efficacité des mesures adoptées par la conférence. Il invoque le précédent créé par la commission des sucres ; comme cette dernière, la future commission demanderait des renseignements aux gouvernements dont la décision serait contestée. Elle examinerait les faits qui lui seraient soumis, ainsi que les lois, les rapports, etc... concernant le sujet. Elle n'aurait pas à se charger d'enquêtes dans les territoires d'aucun Etat.

L'Allemagne repousse le projet, elle considère une telle commission comme inacceptable, car « elle risquerait de contrecarrer les décisions législatives et les mesures administratives des différents Etats et de faire du tort ou de porter préjudice à leur souveraineté ».

L'Autriche, la Hongrie, la Belgique et le Danemark se prononcent dans le même sens.

M. Révoil montre que les craintes de l'Allemagne ne sont pas justifiées, notamment en ce qui concerne l'immixtion dans les questions d'ordre intérieur. L'exemple de la Commission des sucres est la meilleure réponse aux objections allemandes. En fait, « l'action de la Commission conférerait un caractère de vitalité et de permanence aux décisions de la Conférence ». L'Italie, le Luxembourg, la Suisse et la Suède

se rallient pleinement à la France et à l'Angleterre.

M. Fontaine signale le rôle qu'au point de vue technique cette commission serait appelée à jouer. « Il est inadmissible que la portée de l'Acte international puisse varier d'Etat à Etat ; il faut un avis interprétatif de toutes les puissances contractantes. En second lieu, elle faciliterait l'accession des pays semi-tropicaux qui ont une population industrielle en réglant les exceptions que rendent indispensables les conditions climatiques. »

L'Allemagne repousse même une commission purement consultative : « On fera, dit-elle, des expériences fâcheuses et cette commission cherchera peu à peu à augmenter de plus en plus ses pouvoirs... De plus, dans la *Commission* proposée, le représentant de chaque Etat serait seul à connaître à fond le mécanisme de l'administration de son pays et les particularités des circonstances qui touchent à la protection des ouvriers. Ce n'est que lui qui pourrait émettre des avis de véritable expert, tandis que les autres membres de la Commission pourraient, sans connaissance approfondie des causes, l'emporter sur lui par la majorité des voix. » L'Autriche et la Hongrie se joignent à l'Allemagne pour repousser le projet.

La Belgique propose de prévoir seulement des Conférences analogues à la présente.

L'Espagne, le Portugal, la Suède, l'Italie, les Pays-Bas se rallient au contraire à notre projet. Cependant, devant les résistances on décide d'en faire, s'il y a lieu, un protocole additionnel ; c'est l'enterrement définitif de la *Commission internationale*.

Quatorze états ont signé la convention sur le travail de nuit des femmes.

Voici le texte officiel des deux accords internationaux :

Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie.

Art. 1^{er} Le travail industriel de nuit sera interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge, sous réserve des exceptions prévues ci-après.

La présente Convention s'applique à toutes les entreprises industrielles où sont employées plus de dix ouvriers et ouvrières ; elle ne s'applique en aucun cas aux entreprises où ne sont employés que les membres de la famille.

A chacun des Etats contractants incombe le soin de définir ce qu'il faut entendre par entreprises industrielles. Parmi celles-ci seront en tout cas comprises les mines et carrières, ainsi que les industries de fabrication et de transformation des matières ; la législation nationale précisera sur ce dernier point la limite entre l'industrie, d'une part, l'agriculture et le commerce, d'autre part.

Art. 2. — Le repos de nuit, visé à l'article précédent, aura une durée minimum de onze heures consécutives ; dans ces onze heures, quelle que soit la législation de

chaque Etat, devra être compris l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Toutefois, dans les Etats où le travail de nuit des femmes adultes employées dans l'industrie n'est pas encore réglementé, la durée du repos ininterrompu pourra, à titre transitoire et pour une période de trois ans au plus, être limitée à dix heures.

Art. 3. — L'interdiction du travail de nuit pourra être levée :

1° En cas de force majeure, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

2° Dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

Art. 4. — Dans les industries soumises à l'influence des saisons, et en cas de circonstances exceptionnelles pour toute entreprise, la durée du repos ininterrompu de nuit pourra être réduite à dix heures, soixante jours par an.

Art. 5. — A chacun des Etats contractants incombe le soin de prendre les mesures administratives qui seraient nécessaires pour assurer sur son territoire la stricte exécution des dispositions de la présente Convention.

Les gouvernements se communiqueront par la voie diplomatique les lois et règlements sur la matière de la présente Convention qui sont ou seront en vigueur dans leur pays, ainsi que les rapports périodiques concernant l'application de ces lois et règlements.

Art. 6. — Les dispositions de la présente Convention ne seront applicables à une colonie, possession ou protectorat que dans le cas où une notification à cet effet serait donnée en son nom au Conseil fédéral suisse par le Gouvernement métropolitain.

Celui-ci, en notifiant l'adhésion d'une colonie, possession

ou protectorat, pourra déclarer que la Convention ne s'appliquera pas à telles catégories de travaux indigènes dont la surveillance serait impossible.

Art. 7. — Dans les Etats hors d'Europe, ainsi que dans les colonies, possessions ou protectorats, lorsque le climat ou la condition des populations indigènes l'exigeront, la durée du repos ininterrompu de nuit pourra être inférieure aux minima fixés par la présente Convention, à la condition que des repos compensateurs soient accordés pendant le jour.

Art. 8. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées, le 31 décembre 1908 au plus tard, auprès du Conseil fédéral suisse.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur deux ans après la clôture du procès-verbal de dépôt.

Le délai de mise en vigueur est porté de deux à dix ans :

1° Pour les fabriques de sucre brut de betterave ;

2° Pour le peignage et la filature de la laine ;

3° Pour les travaux au jour des exploitations minières, lorsque ces travaux sont arrêtés annuellement, quatre mois au moins, par des influences climatériques.

Art. 9. — Les Etats non signataires de la présente Convention sont admis à déclarer leur adhésion par un acte adressé au Conseil fédéral suisse, qui le fera connaître à chacun des autres Etats contractants.

Art. 10. — Les délais prévus par l'article 8 pour la mise en vigueur de la présente Convention, partiront, pour les Etats non signataires, ainsi que pour les colonies, possessions ou protectorats, de la date de leur adhésion.

Art. 11. — La présente Convention ne pourra pas être dénoncée, soit par les Etats signataires, soit par les Etats, colonies, possessions ou protectorats qui adhéreraient ulté-

rieurement, avant l'expiration d'un délai de douze ans à partir de la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Elle pourra ensuite être dénoncée d'année en année.

La dénonciation n'aura d'effet qu'un an après qu'elle aura été adressée par écrit au Conseil fédéral suisse par le gouvernement intéressé, ou, s'il s'agit d'une colonie, possession ou protectorat, par le gouvernement métropolitain ; le Conseil fédéral la communiquera immédiatement au gouvernement de chacun des autres Etats contractants.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat, colonie, possession ou protectorat au nom de qui elle aura été adressée.

Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

Art. 1^{er}. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à interdire sur leur territoire la fabrication, l'introduction et la mise en vente des allumettes contenant du phosphore blanc (jaune).

Art. 2. — A chacun des Etats contractants incombe le soin de prendre les mesures administratives qui seraient nécessaires pour assurer sur son territoire la stricte exécution des dispositions de la présente Convention.

Les gouvernements se communiqueront par la voie diplomatique les lois et règlements sur la matière de la présente Convention qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays, ainsi que les rapports concernant l'application de ces lois et règlements.

Art. 3. — Les dispositions de la présente Convention ne seront applicables à une colonie, possession ou protectorat que dans le cas où une notification à cet effet serait donnée

en son nom au Conseil fédéral suisse par le Gouvernement métropolitain.

Art. 4. — La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées le 31 décembre 1908 au plus tard auprès du Conseil fédéral suisse.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera soumise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur trois ans après la clôture du procès-verbal de dépôt.

Art. 5. — Les Etats non signataires de la présente Convention sont admis à déclarer leur adhésion par un acte adressé au Conseil fédéral suisse, qui le fera connaître à chacun des autres Etats contractants.

Le délai prévu par l'article 4 pour la mise en vigueur de la présente Convention, est porté à cinq ans pour les Etats non signataires, ainsi que pour les colonies, possessions ou protectorats, à compter de la notification de leur adhésion.

Art. 6. — La présente Convention ne pourra pas être dénoncée soit par les Etats signataires, soit par les Etats, colonies, possessions ou protectorats qui adhéreraient ultérieurement, avant l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Elle pourra ensuite être dénoncée d'année en année.

La dénonciation n'aura d'effet qu'un an après qu'elle aura été adressée par écrit au Conseil fédéral suisse par le Gouvernement intéressé, ou, s'il s'agit d'une colonie, possession ou protectorat, par le Gouvernement métropolitain ; le Conseil fédéral la communiquera immédiatement au gouvernement de chacun des autres Etats contractants.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat, colonie, possession ou protectorat au nom de qui elle aura été adressée.

La convention sur l'interdiction du travail de
Saint-Albin

nuit des femmes dans l'industrie, a été ratifiée par la Chambre des députés dans sa séance du 11 juin 1907.

A la même séance la Chambre a adopté le projet de loi suivant :

« Art. 1^{er}. — Le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie, sans distinction d'âge, aura une durée de onze heures consécutives.

« Cette durée pourra être réduite à dix heures dans les cas où les restrictions relatives à la durée du travail seraient levées soit en vertu de l'article 7, soit en vertu de l'article 4, § 4 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

« Dans le repos ininterrompu de nuit visé aux paragraphes précédents devra être compris l'intervalle de neuf heures du soir à cinq heures du matin. Toutefois, dans le cas de l'article 4, § 4 de la loi précitée, le travail pourra être prolongé jusqu'à dix heures du soir.

« Le paragraphe 5 de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 est abrogé. A l'article 6 de la même loi les mots « les femmes majeures et » sont supprimés.

« Art. 2. — Les modifications apportées à la loi du 2 novembre 1892 par l'article précédent entreront en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications de la Convention sur l'interdiction du travail

(1) Signalons encore un projet de loi ayant pour objet la limitation des heures de travail au moyen d'une conférence internationale; projet déposé à Chambre, par M. Grillon, le 5 nov. 1906 et renvoyé à la Commission du travail (*Docum. parlem.*, n° 379).

de nuit des femmes dans l'industrie, signée à Berne, le 26 septembre 1906.

« Art. 3. — Les contraventions aux dispositions de la présente loi sont constatées et réprimées conformément aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892. »

CONCLUSION

Lorsqu'on passe en revue les progrès réalisés par la réglementation internationale depuis la Conférence de Berlin, on constate qu'ils sont dus en grande partie à l'influence de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Œuvre d'initiative privée, elle cherche à atteindre son but à la fois par le développement des législations particulières et par des accords internationaux. C'est elle qui en proclamant l'égalité de traitement de l'ouvrier étranger et du national, a favorisé la conclusion du premier traité de travail. C'est elle surtout qui a mis au point les questions du phosphore blanc et du travail de nuit des femmes et permis ainsi à tout un groupe d'Etats de s'entendre sur ces points pour diminuer dans le monde la somme des souffrances humaines.

Deux causes ont permis aux gouvernements de suivre la voie marquée : d'une part, le développement constant et parallèle de la législation ouvrière dans les principaux pays industriels ;

d'autre part, la conscience de plus en plus nette chez les dirigeants du devoir de solidarité sociale (1). Au Congrès de Paris, M. Luzatti, parlant du travail des enfants dans les souffrières de Sicile, n'hésitait pas à déclarer que c'était là une honte pour l'humanité.

« C'est l'indice d'un progrès moral certain que cet affinement de la conscience publique et ce souci croissant dans les questions sociales (2). Le sens de la communauté, « l'esprit de la ruche », le sentiment que l'individu appartient à une communauté vis-à-vis de laquelle il a des devoirs plus larges que celui de fournir sa contribution à la défense commune, ce sens, si vivant dans les sociétés antiques et si longtemps assoupi dans les sociétés modernes, commence à se réveiller... « ... Il faut se pénétrer de ces sentiments pour supporter sans peine les inévitables sacrifices qu'entraîne toute politique de réforme sociale. A celui qu'opprime la pensée de la misère, les limitations, les mesures de contrôle, les contraintes fiscales paraissent légères, si elles ont pour objet de procurer à tous un minimum d'existence et de sécurité. Celui-là accepte volontiers sa part des obligations et des charges de la prévoyance sociale, qui les con-

(1) P. Pic, « Traité de trav. franco-ital. » (*Rev. d'éc. polit.*, p. 22-28).

(2) M. Bourguin, *Les syst. socialistes et l'évol. écon.*, Paris, 1904, p. 354 et 355.

sidère comme des mesures de salut pour la masse des hommes ; le tribut imposé aux plus favorisés lui apparaît non pas comme un prélèvement injuste qui affaiblit la société, mais comme un moyen de préserver les individus d'une injuste déchéance qui brise les énergies et corrompt une partie de l'organisme social ».

Vu, le Doyen,

M. LYON-CAEN.

Vu et approuvé,
Le Président de la thèse :

RAOUL JAY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- D^r Adler. — Die Frage des internationalen Arbeiterschutzes ;
art. dans *Annales des Deutsch. für Gesetzgeb.*, 1888.
- *Idem*, Leipzig G. Hirth, 1888.
- G. Alfassa. — Le trav. de n. des fem. et l'interd. de l'empl.
de la céruse et du ph. b., au Cong. de Cologne, 1903.
- L'Ass. intern. p. la prot., *Rev. pol. et parlem.*, 1904.
- Annales du Musée social*, 1905, 2.
- Publications de l'Ass. internat. p. la prot.
- N^o 1, Ass. constitut., 1901.
- N^o 2, 2^e Ass.
- N^o 3, 3^e Ass.
- N^o 4, 3 mémoires aux gouvern., Paris, 1905.
- N^o 5, 4^e Ass., Paris, 1907.
- Association nation. franç. Publications en 3 volumes.
- H.-E. Barrault. — La conf. de Berne (8 juin 1905). *Annales
des sc. polit.*, 1905, p. 480.
- Berlepsch. — Soz. Praxis, 1905, XIV, 31, 16.
- L. Bertrand. — La quest. ouv. et la conf. de Berlin, Bruxelles,
1890.
- P. Beauregard. — Essai sur la théor. du salaire, la main-
d'œuvre et son prix, Paris, 1887.
- Bericht des Bundesrathes... und die Berliner Konferenz, 1890,
Berne, 1890.
- Böhmert. — Die internat. Bestreb. (*Der Arbeiterfreund*, Berlin,
1905).

- P. Boilley. — La législ. internat. du trav., Paris, 1892.
- M. Bourguin. — Les systèmes socialistes et l'évolution écon., Paris, 1904.
- V. Brants. — Où en est la lég. intern. du trav., *Revue soc. cath.*, janvier 1900.
- L'Off. intern. du trav. et la confér. de Bale (1901), *ibidem*, nov. 1901.
- La prot. intern. du trav., Louvain, 1904.
- *Réf. soc.*, 1905, n° 17 (La conf. de Berne, 1905).
- *Réf. soc.*, 16 nov. 1904.
- Législat. du trav. comparée et internat. (Essai d'introduction), Louvain, 1903.
- L. Brentano. — La réglem. intern. de l'indust. (*Revue d'écon. pol.*, mars-av. 1890, p. 105).
- K. Bücher. — Zur Geschichte der intern. Fabrikgesetzg, (Deutsche Worte, Vienne, 1888).
- Bul. de l'Off. du trav., passim.
- Bul. de l'Off. intern. du trav., passim.
- Cauwès. — Cours d'écon. pol., t. III, Paris, 1893.
- E. Cheysson. — La réglem. int. du trav. (*Réf. soc.*, 1890, p. 89).
- La quest. ouv. en France et à l'étrang. (*Réf. soc.*, 1892, p. 75).
- L'internationalisme dans les quest. soc.; Paris, 1892.
- Rapport... sur la question ci-après : Convient-il de procéder à une réglem. intern. du trav., Corbeil, 1889.
- L. Combe. — De la législat. int. du trav., *Thèse*, Paris, 1897.
- Conférence internat. de Berlin... rapp. et prot. final, Leipzig, 1890.
- Conférence intern. pour la prot. ouv. tenue à Berne, du 8 au 17 mai 1905 (Procès-verbaux).
- Conférence diplomat. (Actes de la) pour la prot. ouv., réunie à Berne, du 17 au 26 sept. 1906, Berne, 1906.
- Congrès internat. du travail à Bruxelles (27 au 30 sept. 1897), Bruxelles, 1898.
- Congrès int. p. la prot. lég. des trav. à Paris, 25 au 28 juill. 1900, Paris, 1901.

- Congrès de Zurich, 23 au 28 août 1897 (*Bull. du Musée soc.*, circul. 14, série B.)
- G. Cohn. — Internationale Fabrikgesetzgeb. Jahrbuch für national ök. u. stat. Jahrg., t. XXXVII.
- Die Entwickel. d. Bestreb. f. internat. Arbeiterschutz (*Braun's Archiv f. soc. Gesetzg.*, 1899).
- Th. Curti. — Ein international. Amt für den Arbeiterschutz, St-Gall, 1896.
- R. Della Volta. — L'institut internation. d'agriculture proposé par S. M. le roi d'Italie, *Rev. d'écon. pol.*, 1905, p. 611.
- K. Decurtins. — La question de la protect. ouv. intern., Berne, 1889.
- La lég. int. des travaill., Berne, 1891.
- Etudes sociales cathol., publiées par œuvr. chois. de Mgr Ketteler, Bâle, 1892.
- N. Droz. — La lég. intern. du trav., *Revue Suisse*, févr. 1889.
- Essais économ., Genève et Paris, 1896.
- Dufourmantelle. — Idées sociales et faits soc. La protect. lég. et la liberté du trav. Paris, 1903.
- G. Evert. — Der Arbeiterschutz und seine Entwickel. in 19 Jahrhundert, Berlin, 1899.
- Foreign Office. — Correspondance respecting the propos. Lab. Conf. at Berlin, Londres, 1890.
- Papers respect. the intern. convent. ou Lab. in fact. at Berne 1889, Londres, 1889.
- E. Frey. — Zur Geschichte des Idee d. intern. Arbeitersch., Berne, 1900.
- Die intern. Arbeiterschutz conf. in Bern (*Schweizerische Blätter.*, 1905, XIII, 17).
- Germain Martin. — L'interd. du trav. de nuit des femmes en France, Paris, 1902.
- Gibon. — Le travail et ses épreuves, *Réforme soc.*, 16 janv. 1889.
- Gide. — Economie sociale, Paris, 1905.
- Y. Guyot. — Lég. internat., *Rev. pol. et parlem.*, 1897, p. 512.
- J.-P.-Armand Hahn. — L'Assoc. intern. p. la prot. lég. des trav., *Ann. des sc. pol.*, 1905, p. 156.

- Internation. kongress f. Arbeitersch. in Zurich 23-28 aug. 1897. Amtlicher Bericht des Organisations komitees, Zurich, 1898.
- C. Janet. — Le socialisme d'Etat et la réforme sociale, Paris, 1889.
- R. Jay. — La protection lég. des trav. est-elle nécess. ? *Rev. d'écon. pol.*, 1902, p. 146.
- La prot. lég. des trav., Paris, 1904.
- L'évolut. du régime lég. du trav. (*Rev. pol. et parlem.*, 1897, p. 575).
- A. Julin. — Limitat. natur. aux lois intern. ouvr.
- A. Lichtenberger. — L'Assoc. intern. pour la prot. lég. des trav. et sa section française, Paris, 1904.
- La législat. ouvr. et le mouvem. industr. moderne (conférence), Nancy, 1903.
- Lebon. — Le Congrès de Berlin, *Revue des Deux-Mondes*, 1890.
- P. Leroy-Beaulieu. — La quest. des étrangers en Fr. au point de vue écon., *Journ. de dr. intern. priv.*, 1888, 169.
- Art. dans l'*Econ. franç.*, 30 juin 1906.
- Linder. — La confér. de Berlin, *Réf. soc.*, 1890, p. 21.
- A. Lehmkuhl. — La réglem. int. de la quest. soc., trad. de l'alle., par Dr Fritsch, Louvain, 1896.
- Paul Louis. — L'ouvrier devant l'Etat. Histoire comp. des lois du trav. dans les *Deux-Mondes*, Paris, 1904.
- Les lois ouvrières dans les *Deux-Mondes*, Paris, 1905.
- E. Mahaim. — La protect. int. du trav., *Rev. écon. intern.*, nov. 1904.
- La quest. de la prot. intern. des trav. du doct. G. Adler ; *Rev. d'éc. pol.*, 1888, p. 594.
- La confér. de Berne (*Rev. du trav.*, Bruxelles, 1905, n° 6).
- Et. Martin Saint-Léon. — La protect. lég. des trav. conv. int. de Berne et 4^e Ass. gén. de l'Assoc. Supplém. aux *Ann. du Musée soc.*, n° 10, Paris, 1906.
- Millerand. — La confér. offic. de Berne (mai 1905), Paris, 1905.
- Les traités de trav., *Revue pol. et parl.*, oct. 1903.
- Les traités de trav. La réunion de Bâle, *ibid.*, oct. 1904.

- Disc. à la soc. d'éc. ind. et comm., *Express finance*, 22 janv. 1906.
- E. Ollivier. — The Berlin Labour confér., the *New Review*, avril 1890, Londres.
- P. Pic. — La condit. jurid. des trav. étr., *Journ. de dr. int. privé*, 1888, p. 273 et 860.
- Lég. intern. du trav. Cong. de Bruxelles, 1897, *Annales de dr. comm.*, t. XI, p. 253.
- Cong. int. et Ass. int. pour la prot. lég., *Rev. d'éc. pol.*, 1901, juill. p. 689.
- La condit. lég. des étr. en France, *Rev. d'éc. pol.*, 1902, p. 481.
- La conv. franco-ital. du trav. du 15 av. 1904, et le dr. int., *Rev. de dr. int. pub.*, 1904, p. 513.
- Le 4^e Cong. de l'Ass. (sept. 1904), *Quest. prat.*, 1905, 2.
- P. Pic et Ch. Brouilhet. — Cong. int. de lég. du trav. tenu à Bruxelles, 1897, *Revue d'écon. pol.*, 1897, p. 1053.
- D^r Politis. — La conf. de Berlin, *Rev. intern. de soc.*, juillet-août 1894.
- Ad. Potel. — Lég. int. sur la durée du trav. ind., *France jud.*, 1891, p. 56.
- B. Raynaud. — Les accid. du trav. des ouv. étr., Paris, 1902.
- Dr. intern. ouv., Dijon, 1906.
- Reichsberg. — Der internat. Arbeiterschutz kong. in Paris, Berne, 1900.
- Ségur-Lamoignon. — Lég. intern. du trav., *Assoc. cath.*, mai 1885, p. 641, et 1889, p. 563.
- L. de Seilhac. — Cong. de la lég. du trav. tenu à Bruxelles, du 27 au 30 sept. 1897, Paris, 1897.
- Le congrès de Zurich, *Revue bleue* du 4 sept. 1897.
- Syndicats ouvriers. Fédérat. Bourses du trav., Paris, 1902.
- Soziale Praxis. — *Passim*.
- Soziale Rundschau. — *Passim*.
- Tabacovici. — De la législat. internat. du trav., *Thèse*, Paris, 1896.
- Villermé. — Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie, Paris, 1840.

TABLE DES MATIÈRES

—

INTRODUCTION. — Exposé du sujet.	1
CHAPITRE PREMIER. — But de la réglementation internationale	5
CHAPITRE II. — Genèse de la réglementation internationale	13
CHAPITRE III. — Les projets d'Office international . . .	31
CHAPITRE IV. — Le Congrès de Zurich, 23-28 août 1897.	38
CHAPITRE V. — Le Congrès de Bruxelles, 27-30 sept. 1897	49
CHAPITRE VI. — Le Congrès de Paris, 25-29 juill. 1900.	63
CHAPITRE VII. — L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs et l'Office international du travail	80
CHAPITRE VIII. — Les traités de travail	116
CHAPITRE IX. — La Conférence officielle de Berne (8-17 mai 1905) et la Conférence diplomatique (17 au 26 sept. 1906)	136
CONCLUSIONS	165
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	169

